

Défense du franc = Défense du capital

L'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Peuples et Nations opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20'
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

1^{re} ANNEE N° 24
JEUDI 4 SEPTEMBRE 1969

LES CAPITALISTES VEULENT NOUS FAIRE PAYER...

RIPOSTONS

L'ensemble des pays impérialistes traverse une profonde crise de surproduction qui dans la phase actuelle se traduit par un véritable chaos monétaire. En Grande-Bretagne, une deuxième dévaluation s'annonce ; en Italie, les capitaux se réfugient en Allemagne et en Suisse. La crise monétaire qui mûrit n'est pas le fait de certains « mauvais » capitalistes qui spéculent, comme voudrait le faire croire le P. « C. » F. révisionniste. Tous les capitalistes spéculent, **c'est-à-dire cherchent le profit maximum**. C'est l'ensemble du système capitaliste qui montre ainsi qu'il a fait faillite, qu'il a fait son temps.

pour le mobilier et l'électro-ménager, à 50 % pour les automobiles. Les jeunes ménages d'ouvriers ne pourront pratiquement plus acheter ni meubles, ni équipement ménager. Par contre, le versement initial pour l'achat à crédit de téléviseurs reste à 20 % du prix : il serait vraiment dommage que la propagande bourgeoise ne puisse pas toucher les jeunes ménages.

De plus, petits commerçants et artisans vont subir le contrecoup de cette réduction brutale de la consommation. La réforme du Crédit Agricole va orienter les crédits vers les exploitations les plus rentables, c'est-à-dire vers les capitalistes. Les paysans

Pour exporter mieux, il faut baisser les prix ; et la masse du petit et moyen capitalisme s'y refuse. Elle réclame à corps et à cris une hausse. Par contre les grands monopoles ne peuvent pas tolérer une hausse des prix trop importante qui les mettrait dans une position défavorable par rapport à la concurrence étrangère. Entre ces deux fractions du capital un compromis aura lieu sur le dos des travailleurs. Le grand capital dira aux petits et moyens capitalistes : « Nous ne pouvons accepter qu'une hausse limitée des prix ; mais arrangez-vous autrement. Exploitez davantage vos ouvriers ». Le petit et moyen

CLASSE CONTRE CLASSE !

Pour tenter de sortir de cette crise, les capitalistes n'ont qu'un moyen : faire payer le prix de la crise à leur classe ouvrière et aux peuples des pays qu'ils oppriment. Ainsi les dernières mesures prises par le gouvernement français cherchent à faire financer par le peuple l'effort « national » pour sauver « leur » monnaie, c'est-à-dire leurs profits :

« Blocage des prix jusqu'au 15 septembre ». Traduisons : la hausse des prix reprendra à vive allure dès le 15. Déjà, les capitalistes se plaignent amèrement du « blocage » actuel qui, disent-ils, sabote leur autofinancement.

« Contrôle ultérieur des prix et de l'économie ». Traduisons : blocage des salaires.

Impôts : dans la plupart des cas ils seront augmentés.

Crédit à la consommation : il est réduit à 15 mois et le versement initial porté à 40 % du prix d'achat

qui s'étaient endettés jusqu'au cou pour s'équiper et qui, maintenant, sont en difficultés, vont voir leur ruine accélérée. La compression du budget de l'Etat va entraîner le ralentissement de la construction des hôpitaux, l'abandon de certains services publics jugés non rentables (par exemple certaines lignes de chemin de fer à la campagne), l'augmentation des tarifs publics.

La bourgeoisie, par ces mesures, ne frappe par le seul prolétariat mais également des fractions importantes de la petite bourgeoisie. Mais c'est le prolétariat et tous les exploités qui vont seuls faire les frais de la deuxième vague de mesures.

Quelle est cette deuxième vague, dont ne parlent ni la bourgeoisie ni les révisionnistes ? L'accélération des cadences, une exploitation encore plus intense de la classe ouvrière.

capitalisme va être d'autant plus féroce avec ses ouvriers qu'il aura plus de difficultés.

De plus, pour exporter davantage, il faut produire plus ; comme, depuis des années, les capitaux refusent de s'investir dans la production et que, de ce fait, les usines tournent à pleine capacité, pour produire plus, un seul moyen : accélérer les cadences.

Le front des monopoles et du petit capitalisme, uni sous l'étendard de la rationalisation (licenciements et accélération des cadences) va donc tenter de faire payer à la classe ouvrière le prix de leur crise.

Par ailleurs, la bourgeoisie française est impérialiste ; elle va donc faire payer aussi les travailleurs des pays qu'elle opprime en particulier ceux de la zone où elle a les coudées franches, la zone franc, ses anciennes colonies d'Afrique.

(Suite page 7)

L'Humanité (RÉVISIONNISTE) :
LE COMBAT
CONTINUE...



Krol.

A PROPOS DE LA FÊTE DE "L'HUMANITÉ" RÉVISIONNISTE...

« Les peuples et nations opprimés ne doivent absolument pas s'en remettre pour leur émancipation à la sagesse de l'impérialisme et de ses laquais. C'est seulement en renforçant leur unité et en persévérant dans la lutte qu'ils triompheront. »

MAO TSE-TOUNG.

PRAGUE. BELFAST. FORT-LAMY

LES FANTOCHES SERONT CHATIÉS !

Septembre 1969... Il y a 30 ans, la deuxième guerre mondiale éclatait. Commencée comme la plus classique des guerres inter-impérialistes, elle devait se transformer, du fait de l'agression nazie contre l'U.R.S.S., et aussi grâce à la lutte antifasciste de libération des peuples d'Europe et d'Asie sous la conduite de leurs partis communistes, en un assaut général des bastions impérialistes et colonialistes.

En effet, les peuples d'Europe Orientale, n'avaient pas contribué de façon décisive à l'écrasement des empires fascistes pour remettre ensuite docilement en selle les gouvernants bourgeois et féodaux dévoués aux impérialistes occidentaux. Et de même, les peuples chinois, vietnamien, coréen, birman, laotien, etc., ne s'étaient pas dressés contre l'occupant nippon pour attendre ensuite avec des fleurs le retour des armées colonialistes. D'Asie, la révolte des peuples opprimés a gagné l'Afrique, l'Amérique Latine et le peuple afro-américain des U.S.A. Puis de nouveau, l'Europe. Tant et si bien qu'aujourd'hui les trois principales puissances impérialistes (U.S.A., Grande-Bretagne, France), malgré la trahison de la clique révisionniste de Moscou qui a fait de l'U.R.S.S. un état social-impérialiste, sont harcelées de toutes parts, y compris dans leurs propres métropoles.

Les prétendus « 3 grands » ont beau être maintenant quatre ; ils en sont réduits à mendier le secours des impérialistes vaincus d'hier — allemands et nippons — empressés et goguenards.

(Suite page 8).

SOUSCRIPTION NATIONALE A L'" HUMANITÉ-ROUGE "

TOTAL PRECEDENT	38 626,90 F
C.D.H.R. St-Léonard	30,00 F
C.D.H.R. Assas	40,00 F
C.D.H.R. Brest	25,00 F
C.D.H.R. Nanterre	100,00 F
C.D.H.R. Paris-XII ^e	200,00 F
C.D.H.R. Convention	50,00 F
P. M. Berre	100,00 F
K. C. Hyère	10,00 F
Anonyme (Voir lettre)	500,00 F
F. N. Fontenay- aux-Roses	200,00 F
J. P. Toulouse	50,00 F
C.D.H.R. Toulouse	350,00 F
A. P. St-Remèze	25,00 F
S. V. Le Mans	95,00 F
C.D.H.R. Le Mans	350,00 F
R. L. Var	10,00 F
Une famille bretonne	200,00 F
Un ouvrier Rhodia, Lyon	10,00 F
TOTAL GENERAL	40 971,90 F

Chers camarades de l'H.R.,

L'idée du C.D.H.R. de Noisy-le-Sec (que les étudiants travaillent pendant l'été et donnent une partie de leur salaire à l'Humanité Rouge) est très bonne. Aussi je vous envoie une partie de mon salaire du mois de juillet :

— pour une Humanité Rouge toujours plus liée aux luttes des ouvriers, paysans, intellectuels,

— pour continuer la lutte indispensable sur le front idéologique.

Ces deux objectifs ne pourront être atteints que s'il y a l'argent suffisant pour un 12 pages permanent.

Un sympathisant marxiste-léniniste.

Ci-joint un mandat de 500 NF.

Le « grain de sel » d'un travailleur... (I)

LA DEGENERESCENCE DE LA C.G.T. EST FAITE SCIEMMENT

Voici ma première contribution qui complète et explique l'article du numéro 21 publié sous le titre « Les deniers de la collaboration de classes ».

En principe quand un travailleur adhère à la C.G.T., en plus de sa carte, on lui donne un petit livre ou figurent les statuts.

Vers 1965-1967, il y a eu un changement de carte.

Sur l'ancienne carte, dont la couleur changeait tous les ans, figuraient deux mains qui se serraient, les mains se voyaient jusqu'à la moitié de l'avant-bras, il était visible qu'elles étaient celles de deux travailleurs. Idem sur les timbres.

Maintenant le format de la carte et du timbre sont plus petits, et toujours de la même couleur. Des deux mains qui se serrent, celle de gauche est celle d'un homme en costume avec manchettes de chemises comportant des boutons de manchette très apparents ; celle de droite est celle d'un homme portant une blouse. Sans aucun doute, les mains de nos deux travailleurs sont remplacées, l'une par celle d'un haut cadre de direction, l'autre par celle d'un chef de bureau ou d'atelier.



Deux cartes C.G.T., ou l'apparition des boutons de manchette...

Travailleurs, lecteurs qui possédez les deux exemplaires de cartes et timbres, faites la comparaison. La nouvelle carte, examinez-la attentivement à la loupe.

Après ce travail de patience, en réfléchissant, vous pourrez sans doute constater que la dégénérescence, l'orientation que la direction Séguet et sa suite font prendre à la C.G.T., n'est pas accidentelle, mais bien calculée, administrée par petite dose ; un travailleur non averti ne s'en rend pas toujours compte.

C'est donc sciemment et sans excuse qu'ils ont trahi en mai-juin 1968, qu'ils trahissent les tentatives de grèves qui partent de la base, qu'ils nous lanterne avec leurs pétitions et grèves-bidon de 24 heures, qui ne rapportent rien sinon la perte de la journée de salaire à ceux qui la font, et ne servent qu'à diviser les travailleurs entre eux, ceux du secteur privé contre le secteur public, notamment l'E.D.F., car les travailleurs du secteur privé dans leur grande majorité récupèrent le samedi suivant. Elles dressent le petit commerce et l'artisanat contre les travailleurs,

et tout cela s'accomplit sans explication idéologique des responsables cégétistes ; ces derniers publient seulement de grands communiqués de victoires, mais victoire de qui ? du patronat sur les travailleurs, du capital sur le travail !

Jamais nous ne les voyons aux portes des usines les samedis de récupération.

Tout ceci confirme l'entente, l'union sacrée de toutes les organisations syndicales ouvrières, patronales, et du gouvernement, représentant direct du capital contre la classe ouvrière. Ce scénario fut confirmé à Grenelle, reconduit avec réamélioration pour le capital à l'hôtel Tilsitt.

D'ailleurs celle de l'hôtel Tilsitt était un non-sens pour les travailleurs. Lorsque l'on va discuter avec l'adversaire de classe, c'est quand ce dernier est accusé par un rapport de force, par une lutte de classe, c'est appuyé par ça, mandaté par ça, que les représentants des travailleurs doivent aller discuter ; cet état de fait était absent lors de l'entrevue de Tilsitt. Par contre il existait en mai-juin 1968, mais il fut détourné vers des élections et fut trahi.

DU TRAVAIL



C.G.T.

F.S.M.

1968

Entre le référendum et les élections présidentielles, se situait le 1^{er} mai, le capital réclamant le calme pour la passation des pouvoirs entre de Gaulle-Pompidou via Poher, la direction cégétiste s'empressa d'obéir au capital en invoquant le prétexte que les « gauchistes » voulaient semer la perturbation.

Conclusions. — Ainsi donc maintenant très officiellement, ces renégats ont volontairement écarté la tradition du 1^{er} mai marquant l'anniversaire où le sang des travailleurs a coulé à Chicago, à Fourmies, etc., pour ces renégats, l'ennemi principal n'est plus le capital, mais bien ceux qu'ils appellent les « gauchistes » et qui ne sont d'ailleurs pas gauchistes ou tout au juste sens de Lénine.

Mais ceux qu'ils essayent de baptiser ainsi, pour les couper des masses, sont heureux de constater que leur influence grandit quand même dans le prolétariat ; ce sont d'ailleurs les aveux inquiets de la direction de la C.G.T. qui peuvent nous en convaincre.

(A suivre.)

Bien que la visite de Mansholt date du 24 juin, nous publions cet article pour les leçons qu'il tire de la manifestation des petits paysans et qui peuvent être généralisées.

Le mardi 24 juin, au lendemain des élections présidentielles, M. Mansholt auteur du fameux plan Mansholt, venait à Clermont-Ferrand, plus exactement à Chamalières, salle Villars, dans le fief du directeur de banque Giscard d'Estaing, nouveau ministre des Finances.

QUI EST M. MANSHOLT ?

M. Mansholt est un « socialiste » hollandais, lui-même possesseur de grandes fermes modernes. Mais plus que tout autre commentateurs, quelques propositions de son plan suffisent à le définir.

Voici donc quelques propositions du plan Mansholt : « Il faut accélérer l'exode rural ; un agriculteur sur deux devra avoir quitté la terre d'ici à 1980. Il ne restera alors que 5 millions d'agriculteurs, contre 10 millions en 1970, dans le Marché Commun. »

« Il faut cesser de cultiver 5 millions d'hectares. (L'équivalent du Massif Central). »

« Il faut abattre 3,5 millions de vaches. » (Et certainement pas dans les grosses exploitations « rentables » du genre de celle de M. Mansholt.)

« Il faut baisser le prix du beurre de 30 % et de quelques % le prix du blé. » (Mais il faut augmenter le prix de la margarine, des engrais, des impôts, etc. Car, au contraire des petits paysans, les grands trusts, eux, sont l'objet de la sollicitude de M. Mansholt.)

« Il faut regrouper toutes les petites exploitations pour que les fermes produisant des céréales aient au moins 80 hectares et qu'une ferme, produisant de la viande ait un troupeau d'au moins 150 bovins. » (Que les paysans auvergnats se comptent et se regardent, ils verront combien ils sont à posséder « au moins 80 hectares » ou un troupeau « d'au moins 150 bovins ». Ils verront alors que les 5 millions d'hectares qu'il faut cesser de cultiver correspondent bien en gros à la superficie du Massif Central.)

POURQUOI M. MANSHOLT VIENT-IL A CLERMONT ?

M. Mansholt venait à Clermont sur l'invitation du Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs (C.D.J.A.) dirigé par Debatisse, gaulliste notoire qui est également dirigeant national de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles

(F.N.S.E.A.). Il se peut que Debatisse, qui est originaire du Puy-de-Dôme, et qui fut un moment candidat au poste de ministre de l'Agriculture ait voulu rappeler ses bons et loyaux services en se manifestant ainsi par un coup d'éclat. Mais malgré tout, Debatisse reste un sous-fifre par rapport à Mansholt. Il est certain que le déplacement d'une telle personnalité bourgeoise internationale ne se fait pas sans qu'il y ait des décisions prises en haut lieu. Il est beaucoup plus probable que ce soit le rusé Pompidou qui ait monté de toutes pièces cette provocation, car il s'agit bien d'une véritable provocation envers la petite paysannerie auvergnate. En montant cette provocation, Pompidou poursuivait un double but :

1) Tester le mécontentement paysan, pour savoir s'il devait tenir compte des promesses démagogiques qu'il avait faites pendant sa campagne électorale sur sa prétendue opposition au plan Mansholt ;

2) Par la même occasion montrer aux masses paysannes le peu de cas qu'il faisait de ces promesses.

LA REACTION DES PETITS PAYSANS

Pendant que Mansholt tenait une réunion privée à Chamalières, entouré d'un aréopage trié sur le volet de gros paysans, de gaullistes, curaçonniers et réactionnaires notoires, les petits paysans, venus de plusieurs départements à l'appel de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (F.D.S.E.A.) dissidente de Viel se réunissaient à la Maison du Peuple de Clermont-Ferrand pour exprimer leur désapprobation devant une telle provocation. Ils étaient venus dans la ferme intention de faire à Mansholt une réception en grande pompe avec tous les honneurs dus à son rang de larbin du grand Capital et de liquidateur de la petite paysannerie française.

Ce ne fut malheureusement pas le cas, à cause de l'opportunisme et des manœuvres de diversion de leur dirigeant Viel, soutenu en cela par Fourvel, dirigeant révisionniste, « spécialiste » des affaires paysannes.

Viel, fondateur du Comité de Guéret, président de la Chambre régionale d'Agriculture est le type même de l'opportuniste qui a toujours louvoyé, prenant des positions d'un extrême à l'autre. Il a été membre du Comité Audin pendant la guerre d'Algérie, membre du P.S.U., membre du Comité Anti-O.A.S. au nom de la Confédération Générale de l'Agriculture (C.G.A.), membre du Comité Horizon 80 (tentative Deferre en 1965), puis de la F.G.D.S. C'est le type même de l'arri-viste petit-bourgeois ballotté au gré des vagues dont la constante est l'anticommunisme et le souci d'arri-

ver. Ce sont avant tout des divergences personnelles qui l'opposent à Debatisse, dont il se vante d'avoir été le maître. (En l'occurrence, pour ce qui est de l'arri-visme, l'élève a dépassé le maître.) Ce sont donc avant tout des considérations tactiques d'ordre personnel qui le poussent contre la F.N.S.E.A., et qui font qu'il se trouve à la tête du mouvement des petits et moyens paysans contre la vieille F.N.S.E.A. complètement pourrie et vendue aux gros paysans et au pouvoir des grands monopoles capitalistes.

PROVOCATION ET ECHEC REVISIONNISTE

« Provocation de troubles, échec, nouvelle provocation de troubles, nouvel échec, et ceci jusqu'à leur écrasement final, telle est la logique des réactionnaires. » Mao Tsé-toung.

Les marxistes-léninistes, ainsi que de nombreux militants et sympathisants du Comité Ouvriers Paysans Intellectuels avaient apporté leur soutien militant à la juste manifestation des petits paysans. Un tract flé-trissant Debatisse et son groupuscule du C.D.J.A. et

ÉCHEC A

montrant la nécessaire unité de combat entre les ouvriers et les intellectuels progressistes sous la direction de la classe ouvrière, fut très bien accueilli par les petits paysans. Un bonze révisionniste, affolé par l'accueil favorable de ce tract, par la liaison qui s'approfondissait entre les marxistes-léninistes et les petits paysans, crut bon de se glisser à la tribune pour « mettre en garde » les paysans contre les « provocateurs gauchistes », les « prochinois » qui se seraient infiltrés dans leurs rangs. Soutenu par Viel, il prétendit même interdire aux marxistes-léninistes de participer à la manifestation paysanne.

Mal lui en prit.

Les petits paysans avaient déjà lu le tract du C.O.P.I., ils n'y voyaient rien de « gauchiste » ni de « provocateur », mais seulement des choses justes.

Ils avaient déjà discuté avec les militants marxistes-léninistes, et ils comprenaient très bien tout ce qu'ils leur disaient.

Ils déjouèrent la manœuvre du bonze révisionniste. Non seulement les révisionnistes soutenus par Viel ne purent isoler les marxistes-léninistes, mais encore la vente de masse de « Front Uni », journal du C.O.P.I.

DUNKERQUE : Les leçons d'une lutte contre la justice de classe (cf H. R. n° 22)

Voici de plus amples détails à propos de l'affaire Bouchoucha, la relation faite dans H.R., numéro 22, étant inexacte.

D'abord un bref tableau de la situation : Grande Synthe (à 3 km de Dunkerque à 300 m d'Usinor) :

- 1 100 habitants ;
- ville née avec Usinor (blocs et maisons) il y a 10 ans ;
- population jeune ; très peu de personnes âgées ;
- moyenne d'âge environ 30 ans (maximum) ;
- ouvriers d'Usinor et de Vallourec, plus agents de maîtrise, plus français anciens mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, ouvriers d'Usinor Denain ou Louvroil, plus harkis, plus gens de la région (jeunes et anciens paysans) ;

— la mairie : « apolitique », en fait aux mains d'Usinor ; (en mai 1968, elle refuse de donner des tickets de nourriture aux grévistes. Devant les manifestations des femmes en colère, le maire a cédé). Le logement indirectement contrôlé par Usinor comme les deux foyers de célibataires de Grande Synthe. Qui n'est pas d'Usinor ne peut se loger à Grande Synthe.

Il existe dans cette ville deux foyers de célibataires :

— le foyer « Limousin » où s'est déroulée l'affaire Bouchoucha ; 150 gars, 90 % immigrés (50 % Algériens, 50 % de Portugais). Le gérant s'appelle Derar, les conditions de logement sont infectes, et en plus la répression (cf. l'affaire Bouchoucha) ;

— le foyer Usinor (2, rue Branly) : 150 gars, 50 % Français, 50 % étrangers (al-

gériens de nationalité algérienne) : gars d'Usinor en majorité, plus des entreprises extérieures. (Maisons en dur : 2 gars par piaule, alors que pour l'autre baraque en bois : 4 gars par piaule.) Les conditions de logement sont meilleures et la répression est moins forte.

L'inexactitude dans H.R., numéro 22 : Les gars de « Limousin » (du foyer), malgré des formes de résistance spontanée, n'ont pas encore pris en main la lutte à l'intérieur de leur foyer.

Le soutien à Bouchoucha a été une initiative du Comité d'Action de Grande Synthe (fondé en février 1969 à l'initiative de marxistes-léninistes, qui s'est appuyé sur le Comité de Défense du foyer Usinor (constitué, lui à l'initiative du Comité d'Action vers mai 1969).

Bouchoucha était assez isolé dans son cantonnement (Limousin) car ses camarades avaient peur de la répression, ce sont des collègues de sa boîte (Jardin-Billiard) qui, eux, habitaient au foyer Usinor qui l'ont soutenu.

L'objectif du Comité d'Action :

Aider les gars de ce cantonnement à s'organiser eux aussi en un Comité de Défense à l'exemple des gars du foyer Usinor. Les contacts du Comité d'Action avec le cantonnement sont difficiles à cause de l'interdiction par Derar de tout droit de visite.

Les membres du Comité d'Action sont allés plusieurs fois malgré cette interdiction, la dernière fois, Derar les a chassés à coups de matraque...

Comment s'est déroulée la lutte pour soutenir Bouchoucha ?

Le Comité d'Action a été informé que

Bouchoucha allait passer en jugement 15 jours avant la date. Après avoir pris contact avec lui, et s'être rendu compte de la trahison des syndicats sur l'affaire, le Comité d'Action a pris l'action en main.

Bouchoucha, représentant de l'Amicale des Algériens de France et syndiqué C.F.D.T., a informé son syndicat (U.L.) qui lui a dit de « se démerder » et lui a indiqué le nom d'un avocat. Les délégués C.F.D.T. de la boîte n'ont rien fait.

La première action a été la popularisation de l'affaire :

- rédaction du premier tract ;
- réunion de gars du foyer Usinor (pas au cantonnement de Bouchoucha), pour diffuser les tracts (30 gars) à la cantine Usinor, à la sortie des supermarchés de Grande Synthe.

Au tribunal, 30 gars entourèrent Bouchoucha (surtout les gars du foyer Usinor), plus le Comité d'Action et les marxistes-léninistes.

L'audience : le juge essaie de bazarder l'affaire en prenant à part l'inculpé : un membre du groupe de soutien demande à entendre, le juge menace, finit par céder et dire que le gars peut s'approcher s'il veut entendre.

Les 30 gars se lèvent et marchent sur la barre et restent là (tout le monde est stupéfait, le juge a même cet air réflexion : « Arrêtez, vous n'avez pas encore pris le pouvoir ! »).

Toute l'affaire est obligée de se dérouler au grand jour : bilan : report à quinzaine.

Tout le monde est enthousiaste, sauf l'avocate : « Si vous n'étiez pas intervenu il était acquitté ».

Deuxième temps : le Comité d'Action tente une mobilisation plus large pour le verdict :

— les délégués de la boîte de Bouchoucha sont vus ;

— un débrayage de tout Jardin-Billiard est prévu, avec manifestation au tribunal (120 gars ou au moins assistance en masse).

A ce moment là, Bouchoucha est ébranlé :

1. par les paroles de l'avocate ;
2. par l'attitude neutre, d'une autorité morale du cantonnement « Limousin », un prêtre-ouvrier vivant au cantonnement qui est en fait franchement contre toute mobilisation de masse ;

4. par la mollesse des deux délégués C.F.D.T. de Jardin-Billiard. Au moment de l'action au tribunal nous sommes 10 avec Bouchoucha, malgré son avocat qui lui a dit que ce n'était pas la peine qu'il vienne. Il y a en plus 10 flics en civil ; le juge nous surprend en arrivant un peu en avance et en lâchant d'une voix inaudible le verdict et (en 15 secondes avant qu'on soit rentré) : 2 mois avec sursis (et pas d'amende, ce qui est inhabituel).

Voici toute l'affaire.

Conclusion : la résistance à la justice bourgeoise, a été positive et très éducative pour les camarades algériens et français.

Notre erreur : ne pas avoir su tenir compte du niveau de conscience des gars, et ne pas avoir fait la mobilisation pour Bouchoucha au sein même de son foyer.

Nom

Prénom

Adresse

.....

abonnement ordinaire :
 20 F pour 6 mois
 40 F par an

abonnement de soutien :
 40 pour 6 mois
 80 par an

abonnement pour l'étranger (par avion) :
 120 F par an

Abonnez-vous...

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »
 30226.72 Centre La Source

FRONT PAYSAN

ne put être empêché et fut même un véritable triomphe, plus d'un manifestant sur dix achetant le journal ! Au grand désarroi des révisionnistes, on vit même un moment où les vendeurs de « Front Uni », pourtant fort nombreux n'arriveraient à faire face à la demande en journal (173 exemplaires vendus en moins d'un quart d'heure).

Le journal « Front Uni » monta même à la tribune où un jeune représentant du Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs Syndicalistes (C.N.J.A.S.) à ne pas confondre avec le C.N.J.A., fantôme de Debatisse) lisait ostensiblement « Front Uni » pendant que le révisionniste faisait sa « mise en garde ».

Non seulement Viel et les révisionnistes ne purent empêcher les marxistes-léninistes et les militants progressistes de participer à la manifestation, mais c'est sous la protection des paysans sympathisants du C.O.P.I. que les militants participèrent à la manifestation paysanne.

Le bonze révisionniste en fut pour ses frais, car même parmi les paysans qui ne connaissaient pas

valets au service des gros paysans et du pouvoir des grands monopoles capitalistes.

Il n'y a là rien d'étonnant, « L'Auvergne Agricole », journal du C.D.J.A. titrait il y a quelques mois en cinq colonnes à la une : Oui au plan Mansholt. Debatisse pendant les événements de mai-juin 1968 a soutenu ouvertement De Gaulle et son gouvernement pompidolien en pleine perte. Debatisse a soutenu le « oui » au référendum, tentant benoîtement de montrer au cours d'un interview télévisé qu'il prenait position en tant qu'homme et non en tant que dirigeant syndical !

Mais de ce côté-là, la situation est claire. Debatisse ne trompe pratiquement plus les petits paysans, il ne représente plus que les gros, plus quelques paysans moyens groupés en G.A.E.C. (Groupement d'Agriculteurs pour l'Exploitation en Commun) qui comme la grenouille de la fable espèrent devenir aussi gros que le bœuf.

Cela signifie qu'en Auvergne tout au moins, la grande bourgeoisie monopoliste a perdu le contrôle de la grande masse de la paysannerie (petite paysannerie, et une grande partie de la moyenne paysannerie).

Le fait que Debatisse et son C.D.J.A. fantôme aient dû tenir une réunion privée, à Chamalières, bénéficiant de la présence discrète de 4 cars de C.R.S. pour les protéger de la colère des masses paysannes est parfaitement significatif.

2) Sur Viel : Le mouvement paysan (petits paysans plus une partie de la paysannerie moyenne) n'est plus sous le contrôle de la grande bourgeoisie, MAIS IL N'EST PAS ENCORE SOUS LA DIRECTION DE LA CLASSE OUVRIERE. Il est donc livré à des directions petites bourgeoises dont Viel est un représentant typique. Anticapitaliste en paroles et non dans les faits comme il l'a montré en laissant croire aux paysans que les promesses de Pompidou quant au plan Mansholt, seraient plus que de la démagogie électorale.

Anticommuniste, non pas en paroles, mais dans les faits, comme il l'a montré en essayant d'isoler les marxistes-léninistes, de les faire passer pour des provocateurs ou des « gauchistes ». Et il sait très bien, comme il l'a montré en appuyant la prétendue « mise en garde » du bonze révisionniste que les dirigeants et les bonzes révisionnistes du P. « C. » F. lui sont en cela son plus solide allié.

Alors qu'en temps normal, il est juste d'aller manifester devant la préfecture, représentant le pouvoir d'Etat de la grande bourgeoisie, A CETTE OCCASION, ALLER MANIFESTER DEVANT LA PREFECTURE,

NETAIT PAS AUTRE CHOSE QU'UNE MANŒUVRE DE DIVERSION.

Les paysans étaient venus en masse de plusieurs départements, en pleine période de travaux d'été pour couper l'envie à Mansholt de venir exposer ses « théories » en Auvergne et ailleurs. C'était ce qu'il fallait faire, monter à Chamalières pour montrer à M. Mansholt que les paysans, les vrais, pas l'arcopage trié sur le volet qui l'avait invité, n'entendaient pas faire les frais de son plan et de la politique des grands monopoles européens SANS REAGIR.

LE RESULTAT ? C'est que maintenant Mansholt se considère comme immunisé. Il se promène partout en France et va provoquer toute la paysannerie française en exposant impunément son plan de liquidation de la petite paysannerie.

Si la visite provocatrice de Mansholt avait été reçue comme il convient à Clermont, Mansholt ne se serait certainement pas hasardé à continuer sa petite tournée.

Cet exemple comme bien d'autres, montre que le mouvement paysan, après s'être affranchi de l'emprise politique de la grande bourgeoisie, doit maintenant aborder une seconde étape bien plus importante et décisive.

SE DEBARRASSER DES DIRECTIONS PETITES BOURGEOISES, OPPORTUNISTES ET CAPITULANTES, POUR LUTTER AUX COTES ET SOUS LA DIRECTION DE LA CLASSE OUVRIERE DANS UN VASTE FRONT UNI ANTIMONOPOLISTE.

C'est la seule manière de lutter de manière résolue et JUSQU'AU BOUT contre les grands monopoles capitalistes et leurs représentants du genre Mansholt.

Pour cela, il faut :

— ISOLER, DEMASQUER ET DETRUIRE DEFINITIVEMENT LES ORGANISATIONS ET DIRIGEANTS GENRE DEBATISSE ET C.N.J.A. QUI SONT OUVERTEMENT AU SERVICE DE LA GROSSE PAYSANNERIE ET DU POUVOIR DES GRANDS MONOPOLES CAPITALISTES.

— DEMASQUER L'OPPORTUNISME, LA DEMAGOGIE ET LA CAPITULATION DES DIRIGEANTS ACTUELS COMME VIEL.

— QUE LES PETITS PAYSANS S'ORGANISENT NATIONALEMENT DE MANIERE AUTONOME EN SE DEMARQUANT NETTEMENT DES ORGANISATIONS AU SERVICE DE LA GROSSE PAYSANNERIE, DANS DES COMITES DE PAYSANS PAUVRES, DES COMITES OUVRIERS-PAYSANS, ETC... pour forger aux côtés et sous la direction de la classe ouvrière UN VASTE ET PUISSANT FRONT UNI CONTRE LES MONOPOLES.

MANSHOLT !

encore le C.O.P.I., il n'y eut même pas l'ombre d'une attitude hostile.

Les marxistes-léninistes purent en outre dénoncer l'attitude opportuniste de Viel qui dévoya la combativité paysanne en amenant une manifestation silencieuse jusqu'à la préfecture, au lieu d'aller à Chamalières, salle Villars, pour « bouter dehors Mansholt », comme l'espéraient de nombreux paysans.

Longtemps après que Viel soit sorti de la préfecture avec la rituelle promesse du préfet qu'on « s'occuperait des paysans », longtemps après l'ordre de dispersion et le départ de Viel, les paysans restèrent nombreux massés devant la préfecture, dans le vain espoir d'une arrivée de Mansholt pour le conspuer.

Les marxistes-léninistes qui étaient restés avec les paysans expliquèrent et démasquèrent la manœuvre de diversion qui consiste à venir à la préfecture. Ils nouèrent à cet occasion des liens encore plus nombreux et plus solides avec les petits paysans.

LES LEÇONS DE LA MANIFESTATION DES PETITS PAYSANS

1) Sur Debatisse : Debatisse et son groupe fantôme se sont une fois de plus démasqués comme des fidèles

IVRY : Chez Chauvin : UNE GIFLE ANTI-RÉVISIONNISTE...

Voilà les résultats des dernières élections (19 juillet 1969) pour les délégués du personnel à l'usine Chauvin d'Ivry-sur-Seine. Pour comprendre l'importante signification de ces résultats, il faut savoir que la C.G.T. à Chauvin était autrefois le fer de lance du syndicalisme ivryen. La C.F.D.T. se présentait pour la première fois et reçut en grande partie les voix des ouvriers anti-révisionnistes (au moins sur le plan syndical). L'avenir dira si la C.F.D.T.-Chauvin pourra se dégager de la ligne de collaboration de classe de la confédération. Les deux tracts que nous repro-

duisons ont en général été fort bien accueillis par les travailleurs de Chauvin (beaucoup moins par les bons révisionnistes!). L'usine Chauvin emploie environ 200 ouvriers, moitié français, moitié immigrés : elle produit des meubles de bureau.

Résultats :

Inscrits	182
Votants	152
Réguliers	130

Blancs	12
Nuls	10
C.G.T. : 56 voix.	
C.F.D.T. : 71 voix.	

Au premier tour, la C.G.T. avec 69 voix n'avait pas eu le quorum requis. La C.F.D.T. ne s'était pas présentée, faute de délégués. Notre position sur la C.F.D.T. est exprimée dans le tract diffusé après les élections. Nous tiendrons les lecteurs au courant de l'évolution dans cette usine dès que possible.

PREMIER TRACT DIFFUSE LE 8 JUILLET AVANT LE 2^e TOUR (18 JUILLET)

TRAVAILLEURS DE CHAUVIN, TRAVAILLEURS DE GENEVE!

Un de nos camarades, Maurice Ribot, a été licencié de chez Genève. Il est tombé malade en mars 69. Militant communiste d'avant-garde, il avait été exclu du P. « C. » F. révisionniste, puis de la C.G.T. parce qu'il était trop combattif! En mai 68 il avait organisé l'occupation de l'usine. Pour la direction-gangster de Genève, il ne fallait pas manquer l'occasion : 2 mois et 1 jour après son départ, Maurice recevait sa lettre de licenciement.

ACTUELLEMENT LES PATRONS FONT CE QU'ILS VEULENT. MAIS ALORS, QUE FONT LES SYNDICATS ?

● LA C.G.T. : avant elle était combattive ; maintenant elle est dégénérée. A Chauvin, elle est devenue le syndicat-maison. Devant la direction féroce de l'usine, les délégués ne font plus le poids : bien souvent les travailleurs ne passent plus par le syndicat quand ils veulent quelque chose. Il y a des travailleurs immigrés qui ne savent même pas qu'il existe un syndicat ! Comme le dit un ouvrier : « QUAND UN DELEGUE MONTE A LA DIRECTION, IL Y VA A RECULONS ! »

D'ailleurs, écoutons M. Benoît Frachon, un des saboteurs du mouvement de mai-juin 68 sortant vendredi dernier du bureau du Premier ministre Chaban-Delmas :

« Aussi bien dans cette circonstance que dans les conversations que nous avons eues dans les ministères, je dois dire que ces conversations sont toujours LOYALES ET TRANQUILLES, on ne tape pas du poing sur la table... »

MESSIEURS LES DIRIGEANTS DE LA C.G.T. ET LES MINISTRES DE POMPIDOU FONT BON MENAGE !

● LA C.F.D.T. : elle y était à Grenelle, à Tillsit... avec la C.G.T. Bien sûr, puisqu'elle veut un syndicalisme à l'américaine: bonne entente avec les capitalistes sur le dos des ouvriers. La direction de la C.F.D.T. est même allée jusqu'à appeler à voter Poher, l'assassin des mineurs grévistes de 1948 !

● LA F.O. : c'est le syndicat des jaunes, des mouchards, créé par la C.I.A. — service d'espionnage U.S. — pour diviser la classe ouvrière en France.

● LA C.F.T. : syndicat fasciste au service et dirigé par les capitalistes. A Genève, la C.F.T. n'a rien fait contre le licenciement scandaleux de Maurice Ribot, qui cloué au lit ne peut se défendre. Pendant ce temps, elle continue à organiser des pêches, pour endormir les ouvriers !

NON ! PAS UN DE CES SYNDICATS N'EST POUR L'OUVRIER !

IL NOUS FAUT UNE NOUVELLE CENTRALE SYNDICALE AU SERVICE DES TRAVAILLEURS, DIRIGEE PAR LES TRAVAILLEURS, ET QUI LUTTE SANS COMPROMIS CONTRE LE CAPITAL !

Une première étape vers cette centrale unitaire, c'est LE COMITE DE BASE. Déjà les comités de base se développent à Renault-Billancourt, à Citroën, à la Thomson, à Hispano-Suiza, à Nord-Aviation, etc.

Dans le numéro 19 de l'Humanité Rouge, les ouvriers du comité de base de Richard-Continental (Lyon) expliquent comment ils ont pu, avec plus de la moitié des travailleurs de l'usine, transformer la petite « grève d'une heure » demandée par les bonzes de la C.G.T. et de la C.F.D.T. pour « appuyer les discus-

sions », en une puissante journée de grève totale contre les licenciements.

● Le comité de base appartient aux travailleurs de l'usine. Il lutte contre la division, contre toute forme d'individualisme qui font le jeu du patron. Il recherche toujours l'unité des travailleurs, en particulier entre Français et immigrés.

● Les délégués du comité de base sont à tout moment contrôlés et critiqués par la base, par l'ensemble des travailleurs.

● Les décisions (revendications - formes de lutte) sont prises en commun, et non en cachette par les délégués.

DEVANT L'ACTION RESOLUE DES COMITES DE BASE, LES PATRONS SONT OBLIGES DE CEDER.

Par exemple à Tudor (Nîmes), après une semaine de grève, les ouvriers et ouvrières, syndiqués et non syndiqués, unis dans le comité de base, obtiennent : — 10 centimes d'augmentation, — une prime de transport de 1 F par jour,

DEUXIEME TRACT DIFFUSE LE 22 JUILLET APRES LE 2^e TOUR

LES DERNIERES ELECTIONS A CHAUVIN. UNE GIFLE ANTI-REVISIONNISTE !

Pour la première fois, aux dernières élections, la C.G.T. à Chauvin, autrefois à l'avant-garde du syndicalisme à Ivry, a subi une sévère déculottée ! Maintenant les délégués de la C.G.T. auront peut-être compris qu'ils ne peuvent pas trahir les ouvriers et en même temps avoir leur confiance.

Le dernier « accord conclu » (sur le dos des travailleurs) a été signé par les délégués C.G.T. sans consultation de la base, de l'ensemble des travailleurs. De plus, cet accord, c'est l'accord proposé par la direction. Les délégués se sont empressés de le signer pour redorer leur blason avant les élections. Peine perdue !!!

D'ailleurs ce que le tract C.G.T. ne dit pas, c'est que pour certains, cet accord veut dire baisse de salaire, par exemple aux petites presses où le boni était avant à 35 % et où maintenant le boni va être calculé par équipes.

QUAND LES DELEGUES C.G.T. PARLENT DE « NOUVEAUX SUCCES », C'EST DU SUCCES DU GANGSTER CHAUVIN QU'ILS PARLENT !!!

Dans ce fameux tract, l'action des délégués est mise en avant à toutes les lignes mais ça ne prend plus ; les travailleurs vous ont vu à l'action :

En mai-juin 68, bradant la grève, en suivant les ordres du traître Seguy, vous avez fait reprendre le travail. Même que vous étiez les premiers à rentrer dans l'usine. Vous avez même donné un drapeau rouge au père Chauvin en souvenir de la grève !!!

Dernièrement : Vous avez parlé de « la magnifique lutte des monteurs soutenus par les délégués » alors que :

— vous n'avez tiré aucun tract de soutien, pour unir les non-grévistes avec les grévistes, — vous n'avez pas affiché le résultat de la collecte ni sa destination,

— vous avez laissé les grévistes tous seuls pour décider de la reprise ou non du travail, alors qu'ils n'ont rien obtenu.

Comme le dit un ouvrier de Chauvin après avoir lu votre dernier tract pleurard : « S'ils baissent culotte devant nous, qu'est-ce qu'ils doivent faire devant le patron !!! »

POUR REFAIRE NOTRE UNITE DE COMBAT, NOUS DEVONS DEMASQUER COMPLETEMENT CES TRAITRES AU MOUVEMENT OUVRIER INFILTRES DANS NOS RANGS !

NOTRE POSITION SUR LA C.F.D.T.

Nous pensons que la plupart de ceux qui ont voté

- 2 représentants du personnel ayant statut de délégué,
- des pauses d'un quart d'heure,
- une mutuelle complémentaire,
- le chauffage de tous les locaux.

« TRAVAILLEURS FIDELES AUX TRADITIONS DE LA C.G.T.U., REJOIGNEZ LES RANGS DES COMITES DE BASE, premier pas pour un syndicat de lutte de classe qui combat pour la seule démocratie véritable, celle du socialisme, ET POUR BALAYER L'ETAT BOURGEOIS ET SES VALETS, QU'ILS SOIENT POLITICIENS VEREUX OU PSEUDO-SYNDICALISTES ».

BIENTOT LES CAPITALISTES NE POURRONT PLUS FAIRE CE QU'ILS VEULENT !

FORMONS DES COMITES DE BASE A CHAUVIN, A GENEVE !

LA CRAPULE CAPITALISTE ET TOUS LES PROFITEURS SERONT BALAYES A JAMAIS !
CERCLE HUMANITE ROUGE - IVRY.

C.F.D.T. (en particulier les immigrés), manifestent ainsi leur volonté de lutter :

- contre le patronat, de façon intransigeante et non avec des parlottes,
- contre les délégués traîtres de la C.G.T., ceux qui font le jeu du patron dans le dos des ouvriers.

C'est pourquoi :

NOUS SOUTIENDRONS la section Chauvin de la C.F.D.T. si elle suit les principes dont nous avons parlé pour les comités de base :

- lutte résolue et efficace contre la direction capitaliste de Chauvin,
- unité de tous les travailleurs français et immigrés,
- démocratie syndicale : revendications et formes d'action décidées par l'ensemble des ouvriers,
- le syndicat appartient aux travailleurs et non aux délégués qui sont contrôlés et critiqués par la base, par l'ensemble des travailleurs.

NOUS ATTAQUERONS la section Chauvin de la C.F.D.T. :

- quand elle suivra la ligne réformiste de la direction confédérale de la C.F.D.T., ligne de collaboration de classe : nous n'oublions pas le soutien à Poher, ni Grenelle, ni Tillsit...,
- quand elle ne dénoncera pas de front les traîtres de la C.G.T., aussi bien à l'usine que sur le plan national sous prétexte de l'unité syndicale, en fait pour le front uni de toutes les racailles Seguy (C.G.T.), Decamps (C.F.D.T.) et autres Bergeron (F.O.) !
- quand elle ne prendra pas sa part dans la lutte pour l'abolition du salariat et du patronat, pour la suppression de toute exploitation.

Pour nous, comme nous l'avons dit dans notre dernier tract, aucune des centrales existantes ne défend effectivement et non en paroles, les intérêts des travailleurs. La tâche de l'heure, c'est donc de construire une nouvelle centrale syndicale révolutionnaire, comme la C.G.T.U. dans le temps. Nous ne pouvons pas reprendre par en bas les appareils pourris et embourgeoisés de la C.G.T. ou de la C.F.D.T.

NOUS DEVONS CREER DES COMITES DE BASE QUI SERONT LES SECTIONS DE LA NOUVELLE CENTRALE UNITAIRE ROUGE.

Ainsi pourra se réaliser l'unité solide du Front des Ouvriers anti-révisionnistes, autour de son Parti Marxiste-Léniniste. Ce sera une étape importante pour la prise du pouvoir, pour la révolution socialiste en France.

DENONÇONS TOUS LES TRAITES REVISIONNISTES ET REFORMISTES !

CONSTRUISONS NOTRE NOUVELLE CENTRALE SYNDICALE ROUGE !!!

vous l'attaquerez si furieusement ! Vous ne faites que copier en cela vos compères du Kremlin qui, tout en parlant du « péril jaune » comme tous les réactionnaires, soutiennent le commis de Rotschild Pompidou...

Nous constatons, Messieurs les révisionnistes, que vous employez les mêmes arguments que l'extrême droite de Tixier Vignancour ou de Marcellin qui nous accusent de recevoir de l'argent de Pékin ! Et souvenez-vous, du temps de Lénine et de Staline, combien de fois les réactionnaires ont accusé le P. « C. » F., alors révolutionnaire, de recevoir des milliards de Moscou !

Nous comptons sur les cotisations des militants pour notre propagande ; nous, nous ne laissons pas nos pages à la publicité de grandes marques capitalistes (Esso, Ford, Ricard, Trigano, Simca, etc., etc.) comme le fait votre torchon « l'Humanité » !

Pour finir, nous ne suivrons pas vos conseils d'aller chercher en Chine des preuves de vos trahisons : nous les avons trouvées à Chauvin même et nous les donnons au début de ce tract.

A BAS LES REVISIONNISTES DU P. « C. » F ! DENONÇONS LEUR PROPAGANDE REACTIONNAIRE ANTI-CHINOISE !

RENFORÇONS L'AVANT-GARDE COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE DONT LE PROLETARIAT A BESOIN POUR VAINCRE LES EXPLOITEURS ET LEURS AGENTS REVISIONNISTES !

VIVE LA REVOLUTION SOCIALISTE !
Cercle Humanité Rouge d'Ivry.

TRACT DE CALOMNIES C.G.T. LES RRR... EVOLUTIONNAIRES

Pour démontrer aux travailleurs de chez Chauvin qu'il faut mettre les syndicats ouvriers « au panier » les rrr... évolutionnaires gauchistes apportent un extra... ordinaire exemple pris chez Tudors à... Nîmes ; on ne sait pas si c'est chez la Marie ou l'autre

Comparons :

TUDOR

- 10 centimes d'augmentation
- Prime de transport de 1 F par jour
- 1/4 d'heure de pause
- Une mutuelle familiale
- Le chauffage des locaux

CHAUVIN

- De 28 à 40 centimes
- 20 F par mois
- Le casse-croûte est permis
- Mutuelle familiale des travailleurs
- Il y a heureusement belle turette que les locaux sont chauffés
- Prime d'ancienneté de 3 % après 6 mois
- 1 heure de réduction du temps de travail
- 2/3 boni dans le salaire de base
- Si c'est avec ça qu'ils pensent en mettre « plein la vue » aux travailleurs de chez Chauvin, ils se satisfont de bien peu les rrr... évolutionnaires.
- C'est vrai que sur ces questions ils n'ont pas, eux, la notion des choses, ils ne vivent pas chez des parents qui gagnent 80 000, 100 000 et même 200 000 (anciens francs par mois). Ils ont mieux que ça.
- Néanmoins, la prochaine fois, il faudra qu'ils inventent autre chose et pour que ce soit plus difficilement contrôlable avec les milliards que leur a généreusement offert

Mao Tsé-toung, ils n'auront qu'à nous l'importer de Chine... Avec la mention « made in Chine copyright and Pensées de Mao ». Comme c'est le cas pour les matraques en bois que nous avons trouvées à la Mutualité, à raison de 3 F l'unité.

(Tiré d'un tract C.G.T. distribué après notre 1^{er} tract.)

REPOSE AUX INSULTES

DU « PARTI EX-COMMUNISTE FRANÇAIS »

Nous avons été surpris de voir, sur un tract syndical C.G.T., des attaques politiques contre nous, marxistes-léninistes. Les travailleurs ayant pu juger ces messieurs du P. « C. » F. dans leur « magnifique » action syndicale à Chauvin, auront certainement apprécié à leur juste valeur les calomnies déversées sur nous.

Tout d'abord, apprenez Révisionnistes pourris, que les Marxistes-Léninistes sont effectivement Révolutionnaires, qu'ils luttent, comme le faisait en son temps le P. « C. » F., pour qu'en France, la Révolution socialiste balaye les exploiters capitalistes et leur larbins (vous en êtes) et établisse la dictature du prolétariat.

Comme tous les vrais communistes du monde entier, nous nous appuyons dans notre action, sur la théorie marxiste-léniniste élaborée par Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung. Ce dernier dirige magnifiquement son peuple dans la voie révolutionnaire, vers le communisme. La Chine est actuellement le bastion de la Révolution mondiale et c'est pourquoi, vous du P. « C. » F. contre-révolutionnaires embourgeoisés,

TOURS - Chez Schmid : C.G.T. ET F.O. SABOTENT UNE GREVE

« Pour combattre l'ennemi, nous avons formé, au cours d'une longue période, ce concept, à savoir que du point de vue stratégique, nous devons mépriser tous les ennemis, et, du point de vue tactique, en tenir pleinement compte. En d'autres termes, nous devons mépriser l'ennemi dans son ensemble, mais en tenir sérieusement compte en ce qui concerne chaque question concrète ».

Mao Tsé-toung.

A SCHMID-TOURS, LA C.G.T. ET F.O. BRISENT UN DEBRAYAGE CONTRE UN LICENCIEMENT.

Schmid a passé un contrat avec deux agences de placement temporaire, « Elpi » (Le Mans) et « Locaburo » (Tours). Lorsqu'il a besoin de personnel (travail urgent, grosses commandes...) les deux agences lui en fournissent immédiatement. En contrepartie, Schmid doit prendre sous contrat les travailleurs proposés par les deux agences même s'il n'en a pas la nécessité immédiate. Conséquence possible : si Schmid n'a pas assez de travail pour tous il licencie les ouvriers qu'il embauche directement pour conserver ses profits.

Les travailleurs placés par ces agences ont 4 F de taux horaire de base plus pour certains (Helpi) une prime de déplacement de 28 F par jour. Or, pour tous les travailleurs embauchés par Schmid le salaire horaire de base est 2,89 F, que leur contrat soit limité ou illimité! Devant cette situation, début juin, un atelier arrête le travail pour égaliser les salaires.

Sous la poussée des travailleurs, le délégué F.O. dut les emmener au bureau du directeur. Là, malgré la dénonciation par le seul délégué révolutionnaire de l'usine, exclu de la C.G.T. il y a trois mois (H.R., n° 7) des miettes qu'on leur proposait, F.O. canalisa la combativité des travailleurs en acceptant sans discussion cette petite prime qui serait supprimée dès le départ des temporaires.

L'argument du patron : les ouvriers embauchés par Schmid ont un emploi stable ce qui « explique » la différence de salaire. Or cet argument ne tient pas : les ouvriers à contrat limité « maximum deux mois » ne bénéficient pas eux non plus de la stabilité de l'emploi, pourtant ils sont payés au même taux horaire que ceux à contrat illimité.

Un mois plus tard, Schmid embauche pour les vacances des travailleurs à contrat limité, ce sont uniquement des étudiants. Embauchés par petite annonce discrète dans un I.U.T. de Tours et pour faire plaisir au maire de Tours — crypto-fasciste notoire — le directeur les prenait de préférence aux ouvriers, en espérant qu'ils seraient plus dociles.

Ces étudiants sont embauchés à 2,89 F. D'autre part, Schmid embauche deux étudiants envoyés par Locaburo et payés 4 F.

Alors le même événement se reproduit.

Les étudiants vont en groupe voir le patron accompagnés sur leur demande de deux délégués du personnel : le délégué exclu de la C.G.T. et un jeune délégué C.G.T. qui les accompagne à titre personnel. Le patron refuse de les recevoir avec les étudiants, ce qui est illégal.

Aussitôt la direction accorde une petite augmentation individuelle en douce aux étudiants (6 centimes).

Le patron a peur que les revendications qu'ils propagent atteignent le reste des ouvriers. Il cherche à creuser le fossé entre étudiants et ouvriers. Un des étudiants de Locaburo étant parti, il licencie, sans motif et sans préavis, l'autre étudiant supprimant ainsi la cause du litige. Ainsi, avec l'augmentation accordée, tout devait rentrer dans l'ordre.

Donc le patron licencierait un étudiant sans motif ; qui à l'avenir pouvait empêcher de licencier de la même façon des ouvriers temporaires ?

Devant le refus de la direction de réintégrer l'étudiant licencié, les étudiants débrayèrent et passent dans les ateliers pour dénoncer ce licenciement abusif. La majorité des travailleurs décide de s'unir au débrayage. Aussitôt le délégué principal C.G.T. et le délégué F.O. brisent l'action.

Certes, personne ne s'attendait à ce que les syndicats soutiennent le débrayage mais personne ne s'attendait non plus à ce que ces deux bonzes C.G.T. et F.O. passent derrière en employant des arguments dignes du patron pour empêcher les ouvriers de débrayer : « Si vous débrayer on vous enlèvera votre prime de retour de congé » (10 à 14 % des congés payés en fonction de l'ancienneté). Ils firent preuve d'une grande activité pour saboter le débrayage. Certes, ce n'est pas la première trahison des syndicats de l'usine, mais c'est la première fois qu'elle est flagrante pour tous. Ce fut une grosse erreur de ne pas l'avoir prévue.

Soulignons la volonté de F.O., par la voix de son délégué de s'opposer à l'unité d'action des étudiants et des ouvriers. Aux ouvriers : « Les étudiants ce sont tous de petits bourgeois, ils se moquent bien de vous ». Aux étudiants : « Ne venez pas foutre le bordel dans notre usine ».

Grâce à la précieuse aide des syndicats, le patron put alors réprimer les étudiants et les délégués qui les avaient soutenus : quatre jours de mise à pied pour chacun ; avec en plus pour le délégué exclu une mise à pied « sous réserve de sanctions ultérieures » ce qui signifie pour un délégué du personnel le licenciement.

De plus, pour mieux isoler ce délégué, seul marxiste-réniniste de l'usine, le patron leva, le lendemain la mise à pied des étudiants. Mais ceux-ci refusèrent de reprendre le travail par solidarité avec le délégué sanctionné illégalement. Acculé devant la légalité bourgeoise, le patron et l'inspecteur durent annuler leur projet de licenciement. Quant à la mise à pied, elle demeura effective, et pour donner un certain caractère de « justice », attribua au second délégué une mise à pied de deux jours. Quatre jours auraient pu irriter la C.G.T. dont ce délégué fait encore partie et l'obliger à faire quelque chose. (Cela montre aussi les contradictions entre les éléments sains et pourris dans la C.G.T.).

L'ACTION A DONC ETE BRISEE. LE DEBRAYAGE A ECHOUÉ. POURQUOI ?

Le débrayage était-il justifié ? oui il était juste de contrer le patronat Schmid sur ce licenciement scandaleux et sur cet exemple précis de différences arbitraires de salaires qui viole le juste principe de « à travail égal, salaire égal », ce d'autant plus que les différences arbitraires de salaires entre les ouvriers sont monnaie courante chez Schmid : pas un seul ouvrier ne touche le même salaire.

— L'action était-elle minoritaire dès le départ ? Non car un débrayage contre un licenciement intéresse tous les ouvriers de l'usine. Non, car l'unité à la base et dans l'action de tous était possible ; elle s'était déjà réalisée entre tous les étudiants de l'usine (à l'exception de deux apolitiques ou réactionnaires) ; elle s'était aussi réalisée entre ces deux étudiants et les deux délégués ouvriers révolutionnaires : une même volonté de riposte et de riposte résolue qui pouvait entraîner le reste des travailleurs.

— Alors ? Une seule chose manquait : empêcher les syndicats réformistes et révisionnistes de saboter.

En fait délégués ouvriers et étudiants ont agi comme si les syndicats traîtres n'existaient pas : ils n'ont pas obligé les bonzes syndicaux à prendre position pour ou contre devant les travailleurs, ils les ont ainsi laissé faire tranquillement leur travail de sape

juste avant le débrayage, ne pensant pas à réfuter leurs arguments à propos de la prime de retour de congé par exemple ; si bien que l'action a été lancée sans que les ouvriers et même certains étudiants aient la possibilité de comprendre le rôle des syndicats dans l'affaire.

Que tous aient connu, avant l'action, la position des syndicats (que ce soit un soutien obligé ou une opposition ouverte) la prise de conscience du rôle de traître à la classe ouvrière des syndicats s'en serait considérablement accrue : dans le cas d'un soutien obligé, les travailleurs auraient vu que les syndicats n'étaient pour rien dans la réussite du débrayage, dans le cas d'opposition des syndicats, les délégués révolutionnaires auraient pu dénoncer cette trahison dans les faits, ce qui n'a pu être fait qu'après l'échec.

La sous-estimation de la profonde influence contre-révolutionnaire des syndicats existants sur la classe ouvrière et le fait de ne pas oser les mettre au pied du mur expliquent l'échec.

La leçon est générale : à Schmid comme ailleurs pour lutter efficacement contre le patronat, il faut démasquer ses alliés au sein de la classe ouvrière. C'est là le prix de l'unité de la classe ouvrière, condition nécessaire pour terrasser la bourgeoisie.

CORRESPONDANT H.R.



La C.G.T.U. a été une grande page du syndicalisme en France, probablement la plus grande, et combien de travailleurs gardent encore au fond d'eux-mêmes la nostalgie de ce syndicat qui défendait réellement leurs intérêts sans compromis honteux avec la bourgeoisie. Combien de travailleurs regrettent la grande C.G.T.U. au service du peuple. Pour notre part nous considérons que la C.G.T.U. est l'exemple même du syndicat rouge que nous sommes décidés à construire, et pour cette raison nous pensons qu'il est une bonne chose de l'évoquer.

COMMENT S'EST CREE LA C.G.T.U. ? DANS QUEL BUT ?

La C.G.T.U. s'est créé en 1922 au Congrès de Saint-Etienne, contre la trahison de la C.G.T. réformiste de Jouhaux. En effet depuis la guerre de 14 le divorce entre les masses ouvrières et les chefs syndicaux n'a fait que grandir : alors que les masses populaires poursuivent un combat sans merci contre la dictature bourgeoise, l'attitude des dirigeants de la C.G.T. relève de la collaboration de classe.

En 1920 : effervescence chez les cheminots. En février, grève de protestation contre le licenciement d'un militant ouvrier à Villeneuve-Triage ; grève qui s'étend à Paris, Lyon, Dijon, puis à l'ensemble du réseau. Le gouvernement propose l'arbitrage de Millebrand entre les compagnies et la fédération. Cette dernière, aux mains des réformistes, parvient, sur cette vague proposition à faire reprendre le travail. En mars, 90 000 mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, 70 000 tisseurs de Roubaix, Tourcoing et Halluin, 30 000 métallos, font grève à leur tour.

Le 1^{er} mai, grève générale des cheminots dirigée par la tendance révolutionnaire de la C.G.T. (G. Monmousseau). La C.G.T. accepte de soutenir la grève si on lui en donne la direction, ce qui est fait. La C.G.T. s'empresse alors de substituer au programme revendicatif des cheminots le mot d'ordre général de « nationalisation des transports par voie ferrée », ce qui ne veut rien dire du tout (voir « Prolétaire » n° 5). Les autres fédérations entrent dans la grève qui réunit bientôt 1 500 000 grévistes. Le gouvernement emploie la force et l'armée ; les dirigeants réformistes de la C.G.T. étouffent la grève, la brisent. Les militants révolutionnaires sont arrêtés pour « complot contre la sûreté de l'Etat ». La répression s'accroît : 20 000 cheminots révoqués.

En 1921, même topo. Le patronat s'attaque aux conquêtes des travailleurs : diminution des salaires, suppression des primes de vie chère... augmentation du coût de la vie.

Comme on le voit, l'action des dirigeants réformistes de la C.G.T. se situe dans le domaine de la collaboration de classe : on essaie d'étouffer les luttes des travailleurs, on se place à leur tête pour mieux briser les grèves. Pendant ce temps on exclut les militants révolutionnaires de la C.G.T. On présente un programme avec certains points positifs pour tromper les travailleurs, mais dans l'ensemble cela revient à servir les intérêts de la bourgeoisie.

Devant cette situation les militants révolutionnaires se sont vu dans l'obligation de créer une centrale syndicale qui soit réellement au service des travailleurs : la C.G.T.U.!

Il ne faut pas oublier non plus que les dirigeants réformistes de la C.G.T. dépendaient étroitement du parti socialiste en pleine dégénérescence. Or, en 1921, au Congrès de Tours, naît le jeune Parti Communiste qui va donner un élan supplémentaire à la C.G.T.U.

QUELLES LEÇONS FAUT-IL EN TIRER ?

Sachons voir les choses en face, sans parti-pris. En mai, il y a eu un grand soulèvement populaire. Les étudiants ont rejeté la dictature bourgeoise et le rôle qu'elle voulait leur faire jouer : celui de « chien de garde » de la bourgeoisie. Bien entendu les étudiants se sont révoltés souvent avec beaucoup de maladresse, mais il n'en demeure pas moins vrai que leur lutte est juste et que le devoir de tout syndicat qui se dit au service des travailleurs est de la soutenir et non pas d'envoyer calomnie sur calomnie.

De même, et ce qui est plus grave, analysons succinctement le rôle de la C.G.T. dans la classe ouvrière pendant mai. Dépassée par la base comme en 1921 la C.G.T. a essayé de récupérer le mouvement et de se mettre à la tête pour mieux le briser (par exemple en faisant reprendre le travail secteur par secteur, contrairement à ses promesses). Les accords de Grenoble se sont faits sur le dos des ouvriers et ont permis aux patrons de les leururrer. Qu'avons-nous gagné alors que 10 millions de grévistes occupaient leurs usines ? Presque rien ? Et ce peut que nous avons gagné, la bourgeoisie le récupère partout : hausse du coût de la vie, licenciement, suppression des libertés politiques et syndicales, augmentation des cadences... Bref, les patrons renforcent leur dictature. Quant à la C.G.T., non seulement elle laisse faire, mais elle se rend directement complice en brisant systématiquement les luttes comme à Saint-Frères et chez Douzille (pour ne pas compromettre le bon climat des élections!).

Faisons la comparaison camarades : la C.G.T. de Séguy-le-traitre ne vaut-elle pas celle de Jouhaux ?

Écoutez ce qui disait Monmousseau aux dirigeants réformistes de la C.G.T. en 1921 :

« Au cours des événements et depuis 1914 il y a eu une déviation redoutable de l'esprit syndicaliste révolutionnaire... on a laissé de côté l'intérêt de classe, l'intérêt ouvrier, pour le fonder dans l'intérêt national (ce qu'a fait Séguy). On a repris la formule, on l'a fait rouler de congrès en congrès et elle s'est transformée maintenant en intérêt général. A la C.G.T. on ne discute plus de l'intérêt de classe, on cause de l'intérêt général ; on n'établit pas des programmes sur les intérêts ouvriers, pour les intérêts ouvriers, au nom des intérêts ouvriers, on établit des programmes au nom de l'intérêt général. Le voilà le trouble dans les principes et les idées. C'est cela qui nous sépare... (et un peu plus loin).

« C'est la dictature d'une tendance que vous voulez nous appliquer n'est-ce pas ?... Voilà votre politique d'exclusion et de scission... nous avons tout fait pour sauvegarder l'unité syndicale et, sous le paravent de la discipline syndicale, la scission est là qui se cache, elle est grimée, mais elle existe... ».

D'autre part il ne faut pas oublier que les dirigeants traîtres de la C.G.T. sont pratiquement tous du P.« C. » F. Or ce parti joue aujourd'hui le même rôle que jouait en 1921 le parti socialiste ; c'est-à-dire qu'il abuse les travailleurs et pratique la collaboration de classe. Cela a un rôle néfaste sur la C.G.T.

Du reste les travailleurs s'y trompent de moins en moins et de plus en plus ils mènent la lutte dans l'unité à la base en se passant de la C.G.T. (ex. : grève à la CODER à Marseille).

Dans tous les coins de France les travailleurs se regroupent à la base et dans l'action dans des comités de base et conseils ouvriers (Paris, Poitiers, Amiens...), pour mener la lutte avec la ferme détermination de donner à la classe ouvrière un véritable syndicat. Et cela, ni la bourgeoisie, ni ses valets serviles, en particulier les dirigeants traîtres de la C.G.T. ne l'arrêteront.

Notre chemin est tout tracé ; nous irons fermement de l'avant, nous reprendrons le drapeau rouge de la classe ouvrière que la C.G.T.U. a su porter avec courage, mais que la C.G.T. a laissé tomber.

Camarades, tous ensemble luttons dans nos usines, combattons la dictature bourgeoise et préparons les conditions pour la création du syndicat rouge de la classe ouvrière de France !

Pour cela renforçons le conseil ouvrier d'Albert, premier pas vers ce syndicat rouge, rejetons la trahison des dirigeants traîtres de la C.G.T. et apprêtons-nous à combattre durement la dictature bourgeoise !

VIVE LA GRANDE C.G.T.U. !

NON A LA C.G.T. DE SEGUY LE TRAITRE !

RENFORÇONS LE CONSEIL OUVRIER !

(Extrait de « Le Prolétaire du Conseil Ouvrier » d'Albert-Somme, n° 6).

LES ENSEIGNANTS MARXISTES-LÉNINISTES ET LA RÉFORME E. FAURE DANS LES LYCÉES

Après un an de fonctionnement, on est en droit de tirer le bilan des réformes que les révisionnistes s'évertuent à présenter comme des « acquis de mai ». La remise en ordre des établissements s'est faite, selon deux directions complémentaires : la participation aux différents conseils d'établissement, la répression, la politique donc de la carotte et du bâton que la direction du S.N.E.S. (réviso) s'est empressée de soutenir, jouant son rôle démobilisateur de garant loyal de l'ordre bourgeois.

I. — LA PARTICIPATION

Les révisionnistes nous présentent le conseil d'administration et le conseil permanent comme des faits positifs qu'il s'agit de défendre non dans l'optique d'y participer mais dans celle de les utiliser comme une tribune de dénonciation de la politique du pouvoir en matière budgétaire en particulier.

A) OR, QU'EN EST-IL EN DROIT ?

Rappelons :

1. Que les conseils n'ont aucuns pouvoirs réels.

Les recteurs peuvent trancher les différents sans mesure de contrôle et refuser toutes décisions contraires aux visées du pouvoir : ainsi les budgets nous ont été retournés agrémentés de coupes sombres. Les règlements intérieurs dans lesquels la libre information politique était admise (journaux, tracts, affiches, etc.) ont été refusés.

2. Que les débats doivent rester secrets hormis le procès-verbal de séance généralement édulcoré ; les observateurs ne peuvent « être admis qu'à titre exceptionnel ».

3. Que toute action extérieure est interdite à un membre des conseils contre d'autres membres représentant une ligne réactionnaire ou révisionniste, le même que lui est interdite toute activité (de lutte de classe) incompatible avec ses fonctions (article 15) sous peine de suspension par le recteur de son mandat. Seules sont tolérées les pratiques révisionnistes de collaboration de classes (pétition, motion, vœux pieux, etc.).

B) QU'EN EST-IL EN FAIT ? REMARQUONS QUE

1. La liaison avec les masses est nulle au sein des conseils, car l'audience est limitée et la présidence appartenant soit à l'inspecteur d'Académie, soit au chef d'établissement, l'atmosphère reste empreinte d'un formalisme glacé sans possibilité aucune d'aborder les vrais problèmes, à savoir les problèmes politiques.

2. L'information délivrée au sein des conseils est insignifiante, le chef d'établissement calquant son attitude sur les représentants de droits du pouvoir (on en obtient plus en délégation syndicale).

3. Les conseils, par nature, ne constituent pas un lieu d'action politique ; la raison en est simple : le vrai rap-

port de forces se situe dans une action classe contre classe et non à l'intérieur d'un quelconque équilibre paritaire. Une information qui ne peut déboucher sur aucune action de masse est une information stérile.

4. Les conseils font le jeu de la trahison révisionniste : Ils perpétuent l'illusion que l'on peut obtenir des avantages sans y associer les larges masses, par simple délégation bureaucratique.

C) CONCLUSIONS

1. La fonction politique des conseils est

- d'aménager la pénurie,
- de liquider la lutte des classes en désorganisant l'action unitaire de masse,
- de bloquer toute évolution du rapport de forces,
- d'expérimenter un modèle de collaboration de classes que la bourgeoisie veut imposer dans le secteur de la production capitaliste.

2. Il faut donc boycotter les conseils (administration et commission permanente) afin de promouvoir une action unitaire personnelle, lycéens, parents, en utilisant le mécontentement général des représentants : « on nous amuse, rien n'a changé ».

II. — L'ACTION

Il nous faut promouvoir une action juste sous des formes justes.

A) THEMES DE L'ACTION

Principe : faire pénétrer la lutte des classes dans les lycées.

Objectif : la destruction de l'université bourgeoise.

Thème de l'action :

- lutte contre l'austérité,
- lutte contre l'enseignement et la culture bourgeois,
- lutte contre la répression-fascisation,
- lutte contre le révisionnisme.

B) ALLIANCE ET APPUIS

— Soutien du mouvement lycéen et étudiant progressiste (C.A.L., U.N.E.F.) en montrant la nécessité de se lier étroitement aux travailleurs et enseignants au sein de comité de base Front Uni pour remédier au travail extrêmement irrégulier des lycéens et à un certain spontanéisme de l'action purement lycéenne.

— Soutien des couches les plus exploitées du personnel

Agents, surveillants, auxiliaires, professeurs de C.E.G. et de classes pratiques, adjoints d'enseignement, personnel administratif.

— Unité d'action avec les parents d'élèves travailleurs et paysans en liaison avec leurs propres luttes.

— Prendre la direction du centre réformiste en démasquant les révisionnistes dans l'action et en diffusant la littérature marxiste-léniniste (formation, propagande, agitation).

C) STRATEGIE ET TACTIQUE

1. Principe : mettre la politique au poste de commandement par un travail idéologique constant pour le socialisme et la dictature du prolétariat (popularisons la révolution culturelle chinoise).

2. Objectif : à bas les syndicats révisionnistes et réformistes, pour un « syndicat rouge ».

3. Organisation : constitution de comités d'action de front uni d'établissement ou de quartier (selon les possibilités). Lycéens, enseignants, personnel, travailleurs et paysans autour du noyau révolutionnaire.

N.B. — La formation de comités d'action de front uni doit être un objectif immédiat, si l'on veut promouvoir une action effective et faire échec à la répression tant administrative que révisionniste (surtout en ce qui concerne les auxiliaires) :

— coordination des comités de bases contre le pouvoir central. Prévoir un organe régional et national « spécial enseignement » ;

— pas de tendance syndicale formelle, lutte pour faire éclater les syndicats par un travail interne d'effritement (contre la « discipline dans les syndicats révisionnistes ou réformistes »).

Mais nous pouvons utiliser la presse syndicale comme « Tribune » (U.S., par exemple).

Selon le rapport de forces prendre la direction d'une section syndicale et l'utiliser comme un tremplin en vue de la formation d'un comité de base front uni, invitant non syndiqués, agents et parents progressistes à participer aux réunions.

D) REVENDICATIONS

1. Politiques

— Non à la sélection de classe (montrer sa nature quel que soit le système).

— Libertés politiques (non à la laïcité-neutralité).

— Abrogation des circulaires sur le maintien de l'ordre dans les lycées.

— Non à la politique d'austérité (locaux-effectif).

2. Professionnelles

— Titularisation immédiate des auxiliaires licenciés dans le cadre des certifiés. Stabilité d'emploi pour les non licenciés et demi-service avec plein traitement.

— Suppression des hiérarchies par titres et concours bidons, « à travail égal, salaire égal ».

— Demi-service et plein traitement pour les surveillants.

— Professeurs de C.E.G. et classe pratique (enquêtes à faire).

— Agents (enquête à faire).

— Objectif des 25 élèves en 2 ans.

— Réduction immédiate des horaires. Mettre les syndicats enseignants au pied du mur quant aux moyens d'action.

3. Pédagogiques (thèmes de réflexion)

— Refus de la notation individuelle.

— Refus de la division travail manuel, travail intellectuel.

— Travail et exercices de groupe, présence des élèves aux jurys d'examens.

— Dans les matières littéraires, références constantes à la politique et aux luttes des classes.

SUPPLEMENT

EXEMPLE TYPE

Objet : règlement intérieur.

1. Revendications présentées par les élèves :

Le patron refuse d'en discuter : « vous les présenterez au prochain C.A. ». Insistance des élèves : le patron élabore un soit-disant compromis. Les élèves refusent de même que les représentants des professeurs.

2. Au C.A. :

Les élèves soutenus par les profs (en apparence) présentent leurs motions. Le patron sort un tas de considérations techniques et demande que l'on se prononce sur un texte en retrait par rapport au compromis qu'il avait unilatéralement élaboré.

Discussion : le patron sort le premier texte dit « de compromis ».

Vote : Les révisos, l'administration et les parents se prononcent pour le soi-disant compromis (quel soulagement).

Les élèves et les profs progressistes sont mis en minorité.

3. Grève des élèves dénonçant la participation :

1^{er} jour : soutien de la grève par les profs progressistes. Réaction des révisionnistes : « il faut discuter mais qu'ils arrêtent la grève ; ils ont le vent en poupe, évitons l'affrontement ». Accusations : « tu les excites, tu durcis leur mouvement ». Le patron refuse de discuter : « on ne peut revenir sur un vote de C.A. ».

2^e jour : la grève continue.

Le patron demande une suspension de grève pour engager les négociations. Les élèves sentant leur force et leur cohésion, refusent la suspension, soutenus par les profs progressistes au grand émoi des révisionnistes.

Le patron cède en début d'après-midi. Au cours des négociations les élèves imposaient leurs revendications.

4. Résultats : le patron convoque un conseil permanent pour faire ratifier les résultats des négociations. Les élèves se désintéressent des conseils et apprennent qu'il n'est de salut que dans l'action seule apte à imposer des négociations positives. (On ne négocie pas au C.A.).

Les profs progressistes ont pu démasquer la trahison révisionniste (changement de tendance au sein de la section S.N.E.S.) et ont pris conscience de la fonction réelle des conseils (obstacles à la lutte).

ECOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

	Heures de Paris	Longueurs d'onde en m
PÉKIN	19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
	20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
	21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
	22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

	Heures de Paris	Longueurs d'ondes en m
TIRANA	6 h	
	16 h	
	17 h	sur 31 et 42 m ;
	19 h	
	21 h	
	22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
	23 h 30	sur 31 et 41 m.

Depuis plusieurs semaines, la révolte gronde chez Férodo. Les ouvriers en ont marre des mauvaises conditions de travail, des cadences et de certains chefs d'équipe. Pour tout dire, nous en avons assez de l'exploitation capitaliste et de tous les moyens de répression utilisés par le patron.

LES DIX MINUTES POUR LA CHALEUR

Depuis le début de la semaine, nous sortons tous les jours 10 minutes toutes les deux heures. Dès que les ouvriers ont trop chaud, ils abandonnent leur chaîne sans attendre l'avis du chef d'équipe, pas plus que celui du chef d'atelier.

Ainsi l'autorité du patron est bafouée, elle est moribonde. Par ces actions, nous mettons en cause l'autorité du patron et gagnons un avantage qui sera difficile à nous reprendre.

FERODO (Amiens)

Ceux d'entre nous qui ont pris les 10 minutes mercredi à 23 heures, ne sont pas prêts d'oublier la tête que faisait le chef du personnel lorsqu'il s'est trouvé face aux ouvriers se prélassant sur les pelouses. Il fallait voir la tête des chefs d'équipe et des chefs d'atelier du montage lorsque nous sommes rentrés mercredi soir en chantant l'Internationale. Là encore nous imposons notre volonté contre celle du patron.

LES CHEFS D'EQUIPE FLICS DU PATRON

Depuis 8 jours les ouvriers d'une équipe du montage sont en révolte contre leur chef le dénommé Coronado. Celle-ci est l'exemple même du flic : toujours à tourner autour de la chaîne, à surveiller les gars avec son petit carnet sur lequel il inscrit les faits et gestes de chacun. Les ouvriers lui ont piqué son carnet. En voici quelques extraits absolument authentiques :

18-7-69 G... parti au café de 7 h 09 à 7 h 14

LUTTER...

21-7-69 L... assis sur une caisse de 22 h 47 à 22 h 50

2-7-69 B... arrêté son travail à 23 h 59

19-7-69 B... discute avec le contrôleur de 12 h 25 à 12 h 30 ; sorti de son travail à 12 h 30 au lieu de 13 h 15

D... a déjeuné de 7 h 40 à 7 h 50

24-7-69 D... revenu après les 10 minutes de sortie pour la chaleur 7 minutes après l'heure.

Des annotations de ce genre, le carnet en est plein. De quoi se mêle Coronado ? Jusqu'à plus ample information, on n'est pas encore dans un camp de concentration. Si on désire arrêter son travail une minute avant l'heure ou si on prend cinq minutes pour aller boire un café, en quoi cela le regarde-t-il ? Ce n'est pas lui qui nous paye. Il paraît qu'il fait du zèle, mais tous les flics sont pareils, ils font du zèle pour être bien noté et avoir de l'avancement.

Il faut continuer à dénoncer les chefs d'équipe à la solde du patron, mais il faut faire attention, il y a une limite. Le patron peut virer un chef d'équipe et le remplacer par un autre, tandis que lui il reste (l'exploitation des ouvriers reste aussi).

CONTINUER LA LUTTE

La lutte entamée doit se poursuivre. Elle doit être organisée, car on peut dire que la révolte actuelle ne l'est pas. On doit reconnaître qu'elle a un caractère spontané, voir anarchique. Comme disent les ouvriers :

« C'EST A L'USINE QU'ON EST EXPLOITE, C'EST DANS L'USINE QU'ON DOIT S'ORGANISER POUR MENER LA LUTTE ».

ET S'ORGANISER !

Pour cela on peut tenir compte de l'expérience des camarades de la Fiat à Turin. Depuis plusieurs mois les métallos de la Fiat mènent une lutte de classe conséquente qui s'efforce de frapper l'ennemi en plein cœur. Sans négliger pour autant les augmentations de salaires, ils développent l'essentiel de leurs actions dans l'unité et la démocratie à la base, contre les cadences, contre la productivité. Les métallos de Fiat conquièrent et organisent leur action dans les équipes, les départements et les ateliers. Ils se réunissent en assemblée générale par atelier, par chaîne, décident des luttes à mener et élisent des délégués ouvriers qui ont la responsabilité de diriger les luttes.

Il nous faut tenir compte de cet exemple car pour poursuivre la lutte il faut nous organiser dans l'usine. Il faut exploiter la situation actuelle, nous réunir par chaîne, par atelier, élire des délégués qui sont en rien comparables aux délégués syndicaux, parce qu'on peut les contrôler constamment.

A cause des vacances proches, il nous serait difficile d'obtenir des grandes victoires maintenant.

Mais il faut absolument nous réunir dès maintenant pour établir des revendications, s'approprier à lutter pour la rentrée, pour nous préparer sérieusement à frapper le patron en plein cœur, c'est-à-dire les cadences, la productivité.

EN AVANT VERS DE NOUVELLES LUTTES ORGANISONS-NOUS A LA BASE

comité de base Férodo

A propos des inscriptions dans les w.-c. du montage, l'inscription « A bas la dictature des patrons » est juste. Par contre « mort à Coronado, flic du patron » n'est pas un mot d'ordre juste dans la bataille actuelle. Coronado doit être dénoncé, isolé en tant que flic du patron. Notre ennemi, c'est avant tout le capital et non pas quelques zélés serviteurs.

(Tract distribué en juillet.)

ÉDITORIAL (suite de la page 1)

Pour les travailleurs immigrés dont le pays d'origine n'appartient pas à la zone franc : Portugais, Algériens, Espagnols, etc., la dévaluation a entraîné une perte sèche : 12,50 % de leur pouvoir d'achat en moins dans ces pays.

Pour les pays de la zone franc, les conséquences sont différentes. Sitôt la dévaluation annoncée, la bourgeoisie française a convoqué ses laquais (auxquels elle ne l'avait même pas annoncée à l'avance) parmi lesquels le sanglant Tombalbaye, bourreau du peuple tchadien ; elle leur a signifié la dévaluation d'office de « leur » monnaie. Pour ces pays, le commerce extérieur tient une place très importante. Toute leur économie repose sur l'exportation d'une ou plusieurs matières premières. En échange, ils importent des pays capitalistes un grand nombre de produits de première nécessité et 50 % de ces importations se font hors de la zone franc ; c'est dire que la dévaluation va entraîner dans ces pays une hausse des prix encore plus considérable qu'en France (le double disent les experts bourgeois).

De plus, il est impossible à ces pays de bénéficier de la prime à l'exportation que constitue (théoriquement) une dévaluation car :

1) la France est leur principal client. Or elle a dévalué aussi ;

2) le marché mondial des matières premières est saturé et ne peut absorber davantage.

Quant aux capitalistes français, ils bénéficient entièrement de la dévaluation des pays de la zone franc. La plupart des matières premières que la France importe (fer de Mauritanie, oléagineux du Sénégal, etc.) en vient. Pour ces importations-là, il n'y a aucune hausse de prix.

En 1958, la bourgeoisie française avait pu imposer au peuple des mesures similaires : hausse des prix et des impôts, blocage des salaires. Mais aujourd'hui, les circonstances ont changé. La crise économique de la bourgeoisie est bien plus grave ; sa crise politique s'est précipitée : 10 ans après mai 1958, il y a eu mai 1968. Le révisionnisme a subi un premier assaut sérieux.

La bourgeoisie a sous les yeux le spectacle déprimant (pour elle !) d'autres pays voisins qui ont tenté la même entreprise qu'elle cherche à renouveler aujourd'hui : l'austérité imposée par le « socialiste » Wilson, accompagné de loi anti-grèves, a déclenché une formidable vague de grèves illégales qui prennent pour cible patrons et bonzes syndicaux. La grève de 8 semaines « illégale » et victorieuse des fondateurs de Port-Talbot en est le plus bel exemple.

En Italie, les ouvriers de Fiat (Florence), Pirelli (Milan), tous les ouvriers de Parme, les métallos de la Spezia, les planteurs de betteraves d'Emilie et de Romagne ont déclenché des luttes importantes en plein mois d'août. En France même, les travailleurs de De Wendel Sidélor ont fait trembler les bonzes syndicaux, venus leur proposer un compromis honteux, en menaçant de les remplacer tous ; la lutte des travailleurs immigrés contre leurs conditions de logement témoigne également de la combativité de la classe ouvrière en ce mois d'août.

La bourgeoisie a peur et avec son complice le révisionnisme elle fourbit ses armes de la rentrée.

Tout d'abord la carotte : des mesures soi-disant sociales qu'elle fait miroiter, une petite augmentation du S.M.I.G.

Le bâton enfin. Marcellin-la-Matraque l'a dit : certaines usines sont des nids de vipères. Peugeot-Sochaux, Renault-Flins, Rhône-Poulenc, Berliet sont étroitement surveillés et les brigades anti-émeutes essayent leurs nouvelles tenues de combat.

Les révisionnistes, quant à eux, ont passé de bonnes vacances. Ils ont tout d'abord bien trahi les luttes : ils ont dénoncé les provocateurs qui avaient fomenté la grève des contrôleurs de la S.N.C.F. pour le départ en vacances début août. Ils ont fait le silence complet sur la lutte des travailleurs de De Wendel-Sidélor et tout fait pour l'isoler. En même temps, ils hantaient les couloirs des ministères. Plus habitué au tapis vert et aux salons feutrés qu'aux chantiers et ateliers, le secrétaire C.G.T. Moynot, dont les liens avec la hiérarchie de l'Eglise et les experts des commissions bourgeoises sont bien connus, a eu quelques entrevues avec le ministre qui, une fois de plus, a loué la sagesse, la maturité de la C.G.T. Gageons que la C.G.T. a assuré le pouvoir qu'elle ferait tout pour « défendre le franc » et se contenterait de démonstrations nationales de 24 heures du genre soupape de sûreté ou grèves contre-feu, débouchant sur quelque nouveau Tilsitt. De fait, dès le lendemain de la dévaluation, le Bureau Confédéral déclarait que « la dévaluation rendait urgente une négociation ». Toujours est-il que le P. « C. » F. prépare activement la rentrée ; par une interview de Régine, il ouvre la campagne pour la « fête de l'Huma » la première manifestation de masse de la rentrée comme le disent certaines de ses affiches !

Les travailleurs n'ont rien à faire dans la « défense du franc » ; par contre, ce qu'ils ont à défendre pied à pied, c'est leur pouvoir d'achat. Il est toujours possible de faire reculer le capital par une lutte résolue, quelle que soit la gravité de la crise qu'il traverse : que les patrons payent et réduisent leurs profits !

Pour tenter de surmonter sa crise, la bourgeoisie n'a qu'une issue : la surexploitation forcée du peuple. Pour cela, devant la résistance populaire, il lui faudra de plus en plus utiliser le bâton. L'évocation nostalgique de Napoléon par Pompidou, ces temps derniers, doit nous rappeler que le fascisme peut être pour la bourgeoisie, le moyen d'imposer cette surexploitation forcée et de prendre de vitesse la montée du mouvement révolutionnaire.

Pour résister à l'offensive du capital, il faut que la classe ouvrière s'organise en dehors des syndicats révisionnistes, rejete l'influence du P. « C. » F. et de la C.G.T., crée ses propres comités de lutte, s'unisse autour de l'avant-garde marxiste-léniniste. La possibilité d'une montée rapide du fascisme, la nécessité d'armer le peuple face à cette éventualité rend la question de l'organisation encore plus importante aujourd'hui. Car sans la consolidation de l'avant-garde marxiste-léniniste sur tous les plans politiques idéologiques, organisationnels, la classe ouvrière se trouvera privée le moment venu d'une volonté unique et tout ce qui pourrait être uni ne le sera pas.

**LE BICENTENAIRE DE NAPOLÉON :
UNE DUPERIE GIGANTESQUE**

Napoléon et Pompidou se trouvent un but commun : consolider le pouvoir bourgeois. La campagne pour Napoléon entre dans les vues du régime gaulliste des banques. Souvenons-nous toujours du but du patriotisme bourgeois, du chauvinisme tellement exalté ces derniers temps : avant 1914-1918 avoir les yeux fixés vers l'Est, la « ligne bleue des Vosges » empêchait de voir à l'intérieur de la France les profits odieux réalisés par nos banquiers. Au temps de Napoléon, les guerres de conquêtes permettaient d'unir les Français derrière un faux-semblant de gloriole, tandis que les impôts levés dans les pays sous domination française livrés à des gouvernements fantoches (distribution de couronnes à la famille Bonaparte par exemple) permettaient de soulager les pays de taxes trop lourdes (de guerre). Mais cette « colonisation » se heurta à l'héroïsme du peuple espagnol qui se dressa comme un seul homme contre l'envahisseur, laissant préjuger de la force incroyable de la guerre du peuple. Vaincu en Espagne, Napoléon d'ailleurs commença à perdre sa popularité auprès du peuple, revoyant apparaître le spectre des impôts écrasants.

Souvenons-nous du caractère de classe de l'Empire, et ne tombons pas dans le piège grossier que nous tendent nos ennemis de classe, les bourgeois ; à la question : « Pour ou contre Napoléon ? » répondons fermement « contre le pouvoir des monopoles ». Car c'est Napoléon qui a servi le mieux l'installation du régime capitaliste en France.

Napoléon a soutenu la bourgeoisie, nous la combattons, donc, nous répondons : « contre Napoléon (ET) contre le pouvoir des monopoles ».

Nous rappelons simplement que Napoléon a institué le pouvoir des préfets qui servent en-

core à exploiter les travailleurs.

Nous rappelons que pour de vils intérêts de profit, 1 million de Français, pour la plupart issus du peuple, sont tombés (sans oublier les milliers d'Espagnols sauvagement exécutés par les armées de Napoléon).

Nous rappelons enfin que la propagande savamment orchestrée dont le seul but est de jeter de la poudre aux yeux du peuple nous fait fâcheusement penser à un certain Dr Goebbels chef de propagande de Hitler, apôtre du fascisme. Nous ne voulons pas de cette exaltation du « héros français », de la « gloire française », ni des « grands personnages » de « l'Histoire de France ». Ces rengaines chauvines ouvrent la voie au fascisme, à l'aventure dont eurent tant à souffrir les peuples pendant la guerre de 1939-1945 ; ne tombons pas dans cette duperie. Condamnons fermement la politique napoléonienne (capitaliste) dont nous souffrons encore. Expliquons pourquoi nous tenons Napoléon pour un ennemi du peuple.

Nous réservons notre haine aux empereurs de tous les temps et aux fascistes en tous genres !

La condamnation de la politique napoléonienne et de la propagande fasciste qu'on en fait entre dans le cadre de notre lutte révolutionnaire contre le fascisme !

1969 a vu le 11 Novembre prendre la taille d'une année : le bicentenaire de Napoléon-I^{er} a reçu l'ovation bourgeoise qu'il méritait.

Ne nous y trompons pas, cette campagne n'a pas l'intérêt historique dont on veut la vêtir. Nous assistons à une entreprise politique de propagande infâme. Une vaste campagne de publicité, une propagande acharnée, des polémiques diverses, un chauvinisme à fleur de peau, ont marqué le bicentenaire de l'empereur de triste mémoire.

L'incendie, le 21 août dernier, de la mosquée Al Aqsa à Jérusalem est une provocation sioniste caractérisée. Que l'instrument de la provocation, — tout au moins celui que les sionistes désignent comme tel — soit un citoyen australien, ne change rien à l'affaire.

Les nazis, en 1933, avaient eux aussi, trouvé un étranger (en l'occurrence un Hollandais nommé Van der Lubbe) pour monter leur provocation anticomuniste et antipopulaire, l'incendie du Reichstag. Au service des mauvaises causes, le mensonge, la provocation, la terreur sont des armes universelles. Ce sont d'ailleurs les seules utilisables, mais leur efficacité est limitée. Dans cette affaire, l'attitude de la presse bourgeoise française est fort instructive. L'incendie de Jérusalem n'était pas encore éteint qu'elle s'en prenait avec ensemble... aux « arabes ».

Selon les donneurs de leçons du « Monde », de « Combat » ou du « Figaro », les « arabes » sont des fanatiques, prêts à se lancer dans la guerre sainte contre l'agneau sioniste.

Lorsque les masses arabes, indignées, manifestent contre une provocation sioniste, ce sont des « fanatiques », d'incorrigibles rêveurs tournés vers un passé révolu, etc.

Mais lorsque les sionistes chassent le peuple palestinien de sa patrie, en invoquant un passé bimillénaire et mythique, lorsqu'ils font refluer la théorie monstrueuse du « peuple élu », lorsqu'ils se proclament les continuateurs de Josué et du Roi David, nos bons journalistes et écrivains engagés (sous la bannière de Moshé Dayan) ne trouvent rien à redire. Au contraire.

Cela suffit pour que les travailleurs et les anti-impérialistes les jugent, une fois de plus. Leur progressisme de façade, leur anticolonialisme de pacotille ne peuvent masquer leur vraie nature d'ennemis irréconciliables des peuples opprimés, et en premier lieu, des peuples arabes.

Après l'incendie de la Mosquée Al Aqsa :**Plus que jamais,
Palestine vaincra !**

Mais l'incendie de la mosquée Al Aqsa n'est pas seulement un acte criminel et provocateur, c'est aussi le résultat d'un calcul des impérialistes et des sionistes. La guerre du peuple palestinien revêt un caractère anti-impérialiste et révolutionnaire, et entraîne toute la population arabe de Palestine, musulmane ou chrétienne. La partie la plus avancée des citoyens d'origine juive lui accorde un soutien de plus en plus résolu.

Dans les Etats arabes, la lutte armée du peuple palestinien constitue par son exemple, un facteur d'unification des forces anti-impérialistes et antiféodales authentiques.

Une telle évolution présente un danger mortel aussi bien pour l'Etat colonialiste sioniste que pour les régimes bourgeois ou féodaux arabes, asservis à l'impérialisme U.S. (comme la monarchie saoudienne) et au social impérialisme russe (comme les régimes de bourgeoisie bureaucratique à étiquette « socialiste »).

Comme ces régimes n'ont pas le pouvoir d'étouffer la guerre du peuple palestinien, il ne leur reste qu'à tenter de dévoyer la volonté de lutte anti-impérialiste des masses arabes sur un terrain sans danger, ni pour eux, ni pour les impérialistes, celui de l'antagonisme religieux.

Les dirigeants sionistes ne peuvent qu'être d'accord avec une telle orientation : leur politique constante a été de tenter de dresser les uns contre les autres les communautés religieuses arabes. Leur raid de l'hiver dernier contre l'aérodrome de Beyrouth n'avait pas d'autre but.

En arrêtant le principe d'une conférence pan-islamique, les chefs d'Etat arabes, réunis au Caire, ont montré leur incapacité à mener une lutte quelconque contre le sionisme, et, au fond, leur hostilité à la cause du peuple palestinien.

En effet, outre le caractère hautement hypothétique d'une telle conférence, à quoi rime de prétendre associer à une lutte anti-impérialiste — sous prétexte de pan-islamique — des chefs d'Etat musulmans dont la subordination à l'impérialisme est connue du monde entier ?

Les fantoches sanglants Suharto, d'Indonésie, Tungku Abdul Rahman, de Malaisie, Hamani Diori, du Niger ou Ahmadou Ahidjo, du Kamerun n'ont rien à faire avec la lutte anti-impérialiste, en Palestine ou ailleurs. Et ceci pour une raison connue de tous : dans leur propre pays ce sont eux les chiens de garde de l'impérialisme et du néo-colonialisme.

D'ailleurs, les Palestiniens non-musulmans n'ont pas été l'objet d'un traitement de faveurs de la part des sionistes, et la libération de la Palestine est leur affaire aussi.

Mais elle n'est pas et ne peut pas être celle de laquais de l'impérialisme, même si ces laquais brandissent l'étendard d'Islam.

Dans le même temps, à Jérusalem le congrès du « Parti du Travail » a vu les sionistes s'aligner comme un seul homme sur les thèses annexionnistes de Moshé Dayan. Les prétendues « colombes » Abba Eban et Golda Meir, et les soi-disant progressistes du Mapam se sont ralliés au programme de Dayan qui prévoit notamment :

— l'établissement d'agglomérations sionistes permanentes dans les territoires occupés de Palestine, de Syrie et du Sinaï ;

— l'intangibilité des conquêtes de juin 1967 sous le prétexte bien connu d'« assurer à Israël des frontières de sécurité ».

Et, afin de mettre les points sur les i, dès la nuit du 27 au 28 août, l'armée sioniste assénait un nouveau coup à l'Egypte, à l'intérieur même de son territoire, montrant par la même occasion le peu de cas qu'elle faisait de la condamnation par le Conseil de Sécurité de l'O.N.U., du raid du 11 août contre le Liban.

De l'O.N.U., comme de la future conférence pan-islamique, les sionistes savent qu'ils n'ont rien à craindre.

L'O.N.U. les a déjà « condamnés » bien des fois dans le passé, sans que cela soit, bien entendu, la moindre conséquence pratique.

Dans de telles circonstances, on ne peut que regretter la décision prise récemment par la Roumanie, d'élever le niveau de ses relations diplomatiques et commerciales avec l'« Etat d'Israël ».

Cette décision est un véritable défi à la juste lutte anti-sioniste des peuples arabes. De plus, elle contribue à discréditer la résistance nationale du peuple roumain au social-impérialisme russe, aux yeux de l'opinion publique progressiste.

Mais quelles que soient les manœuvres des impérialistes, des révisionnistes, des féodaux et des bourgeoisies arabes, la lutte du peuple palestinien contre ses oppresseurs continue et continuera de se développer.

Ce ne sont pas les foudres émoussées du pan-islamisme, mais des tubes lance-roquettes maniés par des combattants arabes en chair et en os qui, pour la première fois depuis la « guerre des six jours », ont bombardé Jérusalem. Cette opération « que les experts israéliens considèrent comme la plus importante et la plus audacieuse depuis juin 1967 » (Le Monde) du 28 août) et toutes celles qui harcèlent l'occupant sur toute l'étendue des territoires provisoirement conquis, causent un souci croissant aux sionistes.

Malgré les provocations, la terreur, les menaces, le sionisme se montre de plus en plus incapable de venir à bout de l'indomptable peuple palestinien.

Malgré sa force apparente, le sionisme n'a pas d'avenir. Déjà, il chancelle. Rien ne pourra le sauver de la défaite.

PRAGUE BELFAST . FORT-LAMY

LES FANTOCHES SERONT CHATIÉS ! (suite de la page 1)

AUJOURD'HUI LES QUISLING S'APPELLENT HUSAK

Justement, ce mois d'août a été marqué par l'anniversaire de l'invasion de la Tchécoslovaquie par le social-impérialisme russe.

Cet anniversaire a été l'occasion de manifestations d'une ampleur considérable, dans tout le pays. A Prague, à Brno, à Bratislava et dans toutes les villes, travailleurs et étudiants sont descendus dans la rue, crier leur haine de l'occupant et de ses laquais.

Cette fois, en face d'eux, pas de chars et de baïonnettes russes, mais l'armée et la police « nationale », agissant sur l'ordre d'un gouvernement qui ose se réclamer du socialisme.

TRAVAILLEUR, L'HUMANITE ROUGE
EST TON JOURNAL :
ECRIS !...

Les manifestations de ce mois d'août en Tchécoslovaquie montrent que ces données commencent à être assimilées par la partie la plus avancée du peuple tchécoslovaque. Celui-ci, malgré l'occupation étrangère et la terreur policière, saura se donner la puissante avant-garde marxiste-léniniste indispensable pour que sa lutte soit victorieuse.

Les Quisling de Prague devront répondre, plus tôt qu'ils ne le pensent, pour le sang, pour la honte, pour la trahison...

Le sang a coulé. L'« ordre » règne à Prague... du moins par le moment. Les moins jeunes d'entre nous se souviennent que les valets d'Hitler pendant la deuxième guerre mondiale avaient reçu comme sobriquet infamant, le nom du premier d'entre eux, Quisling (officier fasciste norvégien que les nazis installèrent au pouvoir à Oslo lors de l'occupation de la Norvège).

Aujourd'hui, les Quisling s'appellent Husak. Mais ils s'appellent aussi Dubcek, Smrkovski, Cernik. Car si Husak peut envoyer ses flics contre le peuple tchécoslovaque, c'est par ce qu'il y a un an, ses compères en révisionnisme, Dubcek et consorts ont livré leur pays pieds et poings liés au social-impérialisme russe.

Le résultat ? Pour l'immédiat, une confusion idéologique indescriptible, favorable à la propagande bourgeoise.

Nombreux sont aujourd'hui les Tchécoslovaques qui ne connaissent du socialisme que sa caricature Novotny-Dubcek, et de l'U.R.S.S., que l'armée qui occupe leur pays.

Pour eux, août 1968 a terni l'éclat du grand octobre 17 et effacé la révolution de février 1948 ; et les plus désorientés d'entre eux en viennent même à regarder vers le miroir aux alouettes de l'Occident capitaliste.

Le « Nouvel Observateur » du 18 août a publié les propos de l'un d'entre eux. Ils sont révélateurs :

« Je suis allé en France en vacances, et j'ai rencontré beaucoup de jeunes qui étaient en mal, sur les barricades du Quartier Latin. Ils profitent au maximum des facilités bourgeoises et veulent en même temps, tout casser. Ce sont des jeux d'intellectuels... » Sans commentaires !

Mais une telle confusion, inévitable à l'étape actuelle, se dissipera à mesure que se révéleront aux yeux du peuple tchécoslovaque les données fondamentales de son problème, qui est d'ailleurs celui de tous les peuples :

— La trahison des idéaux du communisme par les cliques de Moscou ou de Prague qui osent s'en réclamer.

— La sainte alliance américano-russe pour la co-dominance du monde.

— L'impossibilité d'emprunter une quelconque « troisième voie » qui dispenserait à la fois de lutter contre cette sainte alliance, et de s'y soumettre.

A BELFAST (MONDE LIBRE)
LE SOCIALISME DE WILSON
EGALE CELUI DE BREJNEV

Si l'ordre règne à Prague, il règne aussi à Belfast et Londonderry. Mais là les Quisling s'appellent Chichester-Clark ou Paisley, et leurs hommes de main se dénomment les « B-specials ».

Cette prétendue police supplétive, véritable ramassis de tuteurs en uniforme s'est livrée, à l'encontre du prolétariat catholique de l'Irlande du Nord, à une véritable « ratonnade ».

Là aussi, le sang a coulé. Là aussi, des baïonnettes étrangères assurent le maintien de l'« ordre ». Mais ces baïonnettes sont britanniques, et le Brejnev de Londres n'est autre que le socialiste Harold Wilson, « honorable » premier ministre de sa très gracieuse majesté Elizabeth.

Qu'espère donc Tranche-Montagne Wilson ? Par la sauvagerie de leur répression les bourgeois réactionnaires de l'Ulster ont provoqué la révolte de tout le peuple irlandais au Nord comme au Sud. Par son intervention, Wilson a « tiré la queue du lion », et rappelé à l'Irlande et au monde entier qu'il existe encore, en Europe même, des colonies à libérer.

Le processus déclenché en Irlande du Nord est irréversible, et il importe peu que les combattants de Belfast et de Londonderry, dans leur majorité, soient des croyants. Camilo Torrès l'était aussi.

Ce qui importe, c'est qu'ils se soient dressés courageusement contre l'impérialisme et le colonialisme. Cela suffit pour qu'ils soient nos frères, nos camarades.

LES « GUERRES OUBLIEES »
DE M. POMPIDOU

A Fort-Lamy (Tchad), à Libreville (Gabon), à Tananarive (Madagascar), etc., les impérialistes français ont, eux aussi leurs « Quisling du pauvre », ils s'appellent Tombalbaye, Tsiranana, etc.

Toutes ces marionnettes sont ballottées au vent de la Révolution qui gronde dans toute l'Afrique. Et si l'« ordre » néo-colonialiste règne encore au Tchad, au Gabon, au Kamerun, c'est que, comme à Belfast et à Prague, des baïonnettes étrangères sont plantées au cœur de chacun de ces pays.

Là, ce sont des baïonnettes françaises. Et les « bénéficiaires » de l'aide en question ne s'embarassent pas de périphrases.

Tombalbaye « président » du Tchad a en effet déclaré le 12 août à Fort-Lamy : « Je n'ai aucune honte à vous dire publiquement que c'est moi, et moi seul, qui ai demandé aux Français de venir remettre de l'ordre » (message à la nation tchadienne à l'occasion du 9^e anniversaire de l'« indépendance » du pays).

Le bilan de ce « maintien de l'ordre » ? L'agence tchadienne de presse, en a publié un, le 13 août dernier. Quoique très sous-estimé — et pour cause — il n'en est pas moins significatif : 2 791 « hors la loi » tués. Les « forces de l'ordre », de leur côté, en aurait eu 246, dont 7 officiers et techniciens français, pour une période de 3 ans et demi se terminant en août 1969. C'est peu, diront les bonnes âmes — en regard des guerres de Napoléon dont Pompidou a fait — à l'occasion de son bicentenaire, un éloge scandaleux et révélateur.

Mais c'est énorme, pour un pays de 3 millions d'habitants. Et ces morts tchadiens s'ajoutent aux morts kame-

CRITIQUE !...

LA CHINE ET L'ALBANIE SOCIALISTES,
INVINCIBLES BASTIONS
DE LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

Dans le monde entier, les travailleurs, les révolutionnaires tournent leurs regards vers la Chine et l'Albanie socialistes, ennemis communs de toutes les puissances impérialistes et social-impérialistes. En Europe, et en particulier dans les pays sous domination révisionniste, les peuples regardent vers l'Albanie. Les autorités révisionnistes sont « préoccupées » par le nombre croissant

runais, gabonais, guadeloupéens, etc., victimes de l'impérialisme français.

Le « Figaro » et le « Nouvel Observateur » peuvent faire les dégoûtés devant les tanks de Gretchko, le napalm de Nixon ou les mitraillettes de l'Ordre d'Orange. C'est « l'Hôtel Dieu se moquant de la charité... ». Malgré leurs moyens plus limités, les impérialistes français ne sont pas moins malfaisants que leurs confrères de Washington, Moscou et Londres.

Mais les Austerlitz de la bourgeoisie colonialiste sont loin. Notre époque est celle des Waterloo. Des Dien-Bien-Phu pour être plus précis. Et si Napoléon-Pompidou ne se souvient plus de ses leçons d'histoire, les peuples, à commencer par celui du Tchad, ne tarderont guère à les lui remémorer une fois pour toutes.

L'ŒIL SUR LA LUNE
ET LES PIEDS DANS LA RIZIERE

Quant à l'impérialisme yankee, ses déboires sont tels qu'il ne peut même pas profiter de la déconfiture croissante de son rival-compère de Moscou.

A peine amorcé, le pseudo-retrait des forces U.S. du Viêt-nam est stoppé. La « vietnamisation » de la guerre se révèle pour ce qu'elle est : un rêve.

Les dernières offensives des forces armées populaires de libération du Sud Viêt-nam ont fait éclater ce rêve comme une bulle de savon. Les fantoches saïgonnais, en pleine débandade politique se donnent un nouveau « premier ministre », un nommé Tran Thien Khiêm. Mais cela n'empêchera pas les zones encore contrôlées par les forces américano-fantoches de continuer à rétrécir comme une peau de chagrin.

Au Laos, en Thaïlande, en Birmanie, en Indonésie, etc., les gouvernements réactionnaires sont dans une situation de plus en plus précaire, et dans certains cas comme au Laos, le pouvoir est littéralement en train de pourrir sur pied, rongé par la victorieuse guerre du peuple laotien, et miné par les luttes entre clans rivaux.

Décidément, il est plus facile à Nixon de planter un drapeau sur la lune que sur n'importe quel arpent de cette vieille terre.

Mais justement, c'est sur la terre et non ailleurs, que se scellera le destin de l'impérialisme.

On peut même dire qu'il est déjà scellé.



SOUTIENS L'HUMANITE ROUGE !